

# Les conséquences économiques de la croissance démographique : 35 ans de débat entre orthodoxie et relativisme

par

**Eric Rougier**

**Centre d'économie du développement  
Université Montesquieu-Bordeaux IV**

## *Résumé*

Ce papier reprend les grandes lignes du débat théorique moderne autour des interactions entre la croissance de la population et la progression des niveaux de vie. Il identifie les ruptures et les continuités qui ont conduit à la constitution d'un champ de recherche autonome et intermédiaire entre les corpus de la démographie et de la théorie du développement et de la croissance économique. Ce corpus théorique s'est constitué par la confrontation entre les évolutions empiriques observables et les progrès de la théorie économique de la croissance et du développement. Simultanément, l'environnement politique et idéologique a fortement conditionné l'évolution de ce champ de recherche. Selon la perspective théorique, les conséquences de la forte croissance démographique seront négatives, positives, variables ou non problématique.

## **Abstract**

This paper recapitulates the broad outlines of the theoretic debate on interrelations between population expansion and economic growth. It identifies breakings and continuities that led to the constitution of an independant research field. That field associates population studies and economic growth and development theory. That thoeretical corpus has been built by confronting empirical observations and growth economics progress. In the same time, political and ideological settings have hugely influenced the process of that field. Economic effects of population growth are supposed to be alternatively negative, positive, or non-problematic depending on the theoretical perspective.

## **Sommaire**

<b>1.</b>	<b><i>Introduction</i></b> .....	<b>1</b>
<b>2.</b>	<b><i>Transition démographique et optimisme historique</i></b> .....	<b>2</b>
<b>3.</b>	<b><i>Orthodoxie</i></b> .....	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b><i>Hétérodoxie et relativisme («révisionism»)</i></b> .....	<b>7</b>
<b>5.</b>	<b><i>Le nouveau consensus des années 1990</i></b> .....	<b>13</b>
<b>6.</b>	<b><i>Les faits, l'environnement politique et leur influence sur la théorie</i></b> .....	<b>18</b>
<b>7.</b>	<b><i>Bilan et synthèse</i></b> .....	<b>20</b>
	<b><i>Références bibliographiques</i></b> .....	<b>21</b>

## 1. Introduction

C'est dans un contexte démographique inusité, les taux moyens d'accroissement annuels de la population pouvant s'élever jusqu'à des valeurs extrêmes<sup>1</sup> — tableau 1 —, que se sont construites les principales théories démo-économiques modernes. L'accélération de la croissance de la population enregistrée dans les pays en développement, dès les années cinquante, est essentiellement imputable à la baisse de la mortalité, les taux de fécondité restant stabilisés à des niveaux élevés. L'originalité de la situation résidait dans le fait que la tendance à la baisse de la mortalité attribuable aux progrès socio-économiques internes aux pays en développement, fut soutenue, voire même amplifiée, par l'intervention des puissances coloniales européennes. Dans le cas de la plupart de ces pays d'Asie et d'Afrique, les conditions de la baisse de la mortalité furent ainsi partiellement la conséquence des investissements en infrastructures et des campagnes de développement de la production alimentaire ou des systèmes sanitaires impulsés par les métropoles<sup>2</sup>. Une part non négligeable des investissements nécessaires à la baisse de la mortalité avait donc une origine non domestique, et ne résultait pas d'un quelconque surplus de richesses ou de bien-être endogène. Il pouvait donc parfois en résulter une association apparemment contradictoire d'expansion démographique rapide et d'extension de la pauvreté<sup>3</sup>.

Comme il est possible de le vérifier dans le tableau 1, la période de 1950 à 1980 marque «la phase historique de croissance démographique maximale» du monde peu développé<sup>4</sup>. Ce furent d'abord et surtout les pays asiatiques, en même temps que certains pays d'Amérique latine, qui virent, dès le début des années cinquante, leurs taux de croissance démographique exploser. Alors que le plafond de croissance se situe en moyenne dans les années soixante, un léger ralentissement du rythme des accroissements démographiques commence à s'opérer au cours de la décennie soixante-dix. L'accélération de la croissance démographique concerna ensuite les pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient, ainsi que les pays africains pour lesquels les taux maxima de croissance

démographique sont atteints sur une période allant de la fin des années soixante-dix, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, voire le début des années quatre-vingt-dix pour certains pays africains qui entrent juste, aujourd'hui, dans la phase de réduction de la mortalité.

Alors que jusque-là, des taux d'accroissement annuels moyens au-delà de 1,5 pour cent étaient considérés comme importants, les nouvelles configurations démographiques, impliquant des taux de croissance supérieurs à 3 pour cent, vont lancer de nouveaux défis, aussi bien pour les économies peu développées qui les subissent, que pour les théories du développement et de l'interaction entre population et niveau de vie.

Considérant cette nouvelle configuration démographique, les démographes et les économistes de cette époque en vinrent à douter que les sociétés pauvres et densément peuplées (spécialement en Asie) puissent répéter l'expérience de la modernisation démo-économique européenne. Le déclenchement d'un processus auto-entretenu d'expansion économique et de progrès technologique et social semblait peu probable dans ces régions, nouvellement indépendantes, et aux prises avec une expansion démographique en accélération constante. L'idée se répandit que la croissance démographique rapide pouvait inhiber le développement nécessaire à la réduction endogène de la fécondité. Tout naturellement, s'imposa comme une évidence l'opinion selon laquelle la modernisation économique devait nécessairement être précédée de la modernisation démographique, et en particulier que la baisse de la fécondité devrait être impulsée par des actions de politique démographique.

Simultanément à la remise en question des modèles historiques démo-économiques inductifs fondés sur l'expérience européenne, tels que celui de la transition démographique pour lequel c'est le changement socio-économique qui doit impulser le changement démographique, une nouvelle génération de travaux, spécifiquement appliqués aux problèmes de population des pays en développement, vont venir soutenir la nouvelle doctrine de l'action politique sur les variables démographiques. Cet ensemble de travaux parvenait à identifier des effets nettement négatifs de la croissance démographique sur les variables de l'accumulation, et partant, sur la dynamique de croissance.

Ce sont d'abord les changements observés dans les évolutions empiriques, plus que les progrès de la théorie<sup>5</sup>, qui vont préparer l'ascension d'une

---

<sup>1</sup> Les taux de croissance annuels moyens se situaient ainsi, dans les années soixante, autour 3,70 pour cent en Côte d'Ivoire, 3,40 pour cent au Kenya, et de 3,00 pour cent en Malaisie, Philippines et Thaïlande : World Bank [1987, 1994].

<sup>2</sup> Certains auteurs parlaient dès la fin de la deuxième guerre mondiale, sous la forme de l'expression assez explicite de «Malthusian dilemma of all colonialism», des risques qu'entraînait cette modernisation socio-démographique partielle impulsée par la colonisation, pouvant créer les conditions d'une croissance démographique substantielle, sans que le support productif de cette croissance démographique soit suffisamment développé; Thompson [1946 : 313].

<sup>3</sup> Hodgson [1988 : 544].

<sup>4</sup> Dans les propres termes de Chesnais [1985 : 12].

---

<sup>5</sup> Hodgson [1988 : 558].

**Tableau 1: Estimations moyennes de quelques variables démographiques par régions mondiales**

	Taux de croissance démographique			Taux de fécondité (pour 1000)		Taux de mortalité (pour 1000)		Espérance de vie à la naissance	
	50-55	70-75	90-94	1960	1978	1960	1978	1960	1992
Afrique Sub-Saharienne	1,9	2,9	2,7	47,8	46,8	24,8	18,8	40,3	52
Amérique latine	2,6	2,4	2,1	43,4	35,8	14,6	9,7	53,6	68,5
Asie totale	2,3	2,3	2,0	44,3	36,1	19,5	12,7	48,5	63,1
Asie Sud/Sud-Est	2,3	2,1	1,7	43,3	33,5	17,8	11,8	49,8	62,6
Proche/Moyen-Orient et Afrique Nord	2,2	2,9	2,4	48,2	42,5	23,2	14,5	45,4	65,3
Ensemble pays développés	2,2	2,7	2,4	45,9	41,4	20,9	14,8	45,9	58,8

Source : World Bank World Tables [1995, 1989, 1987].

vision neutre et balancée des conséquences de la croissance de la population à partir de la fin des années soixante-dix<sup>6</sup>. La tendance au ralentissement des rythmes de croissance de la population des pays en développement au cours des années quatre-vingt, spécialement en Asie du Sud, du Sud-Est et en Chine, fut d'abord confirmée. Dans le même temps, les bonnes performances en termes de taux de croissance économique et de développement social enregistrées dans de nombreux pays, en particulier des pays asiatiques ayant précédemment subi de fortes pressions démographiques, contribuèrent à remettre en question les résultats pessimistes de la génération précédente de travaux. De la même façon, les progrès considérables vers l'autosuffisance alimentaire qu'a pu permettre la révolution verte, là encore, essentiellement en Asie, vont alimenter la diffusion d'une nouvelle génération de travaux moins alarmistes quant au péril démographique et plus respectueux des complexités impliquées par le processus de développement.

Le constat fort et généralisé<sup>7</sup> de l'absence de corrélation statistique entre les taux de croissance démographique et économique (généralement le produit par tête) est donc au fondement de la réaction théorique des années quatre-vingt. La population reste une variable importante, mais elle est désormais appréhendée avec moins de passion, plus de rigueur et d'objectivité, et n'est plus désormais considérée que comme un élément, complexe, impliquée avec d'autres éléments, eux aussi complexes, dans un ensemble de relations dont il convient de démêler les interactions. Nous précisons, ultérieurement, la teneur de ces positions et propositions.

## 2. Transition démographique et optimisme historique

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, existait un consensus parmi les démographes américains concernant l'influence déterminante des changements structurels sur les dynamiques démographiques. Avec les formulations successives du processus de la transition démographique autour de 1945<sup>8</sup>, les démographes américains étaient parvenus à produire une théorie historique unifiée apparemment capable d'expliquer les tendances démographiques observables dans de nombreuses régions du monde. Tous les changements démographiques, et notamment les baisses de la mortalité et de la fécondité, étaient perçus comme des réponses, décalées dans le temps, à une variété de changements structurels communément rassemblés sous le mécanisme de «processus de

<sup>6</sup> Cette nouvelle perspective est généralement qualifiée par les auteurs anglo-saxons de «revisionism», définie dans son opposition raisonnée à l'orthodoxie («orthodoxy») fondée sur le paradigme néo-classique et sur les fondements analytiques des modèles de croissance de Solow et Swan. Cette perspective hétérodoxe a cherché à analyser les interactions entre la croissance démographique et les variables économiques, hors du cadre restrictif imposé par les hypothèses et les méthodes orthodoxes. Les résultats auxquels sont parvenues ces différentes analyses hétérodoxes relativisent généralement les résultats assez définitifs des analyses orthodoxes. Dès lors, les analyses révisionnistes seront successivement qualifiées d'hétérodoxes, par leurs méthodes et leurs hypothèses, et de relativistes, par leurs résultats. Les termes «révisionnisme» et «hétérodoxie» devront donc être entendus par la suite dans ces seules acceptations.

<sup>7</sup> Kuznets [1967], et Easterlin [1967] étaient les seuls à prédire, dès la fin des années soixante, l'absence de corrélation qui se confirmera ensuite au fil des analyses statistiques, et sur laquelle l'accord se fera dès la fin des années quatre-vingt. Voir à ce sujet le panorama des travaux effectué par Didier Blanchet [1991: 50-61]; et Blanchet [1985].

<sup>8</sup> Kirk [1944]; Notenstein [1945], Davies [1945]; Thompson [1946]; pour plus de précision voir Chesnais [1986].

modernisation»<sup>9</sup>. Cette théorie de la transition démographique était donc le produit de la sédimentation de nombreuses années de recherche historique ayant conduit à expliquer les niveaux et les baisses de fécondité observés dans les pays occidentaux par le jeu des conditions socio-économiques et de leurs modifications. Les ajustements des objectifs et des motivations des agents économiques et des ménages aux changements structurels du système socio-économique conduisent à des adaptations des comportements démographiques. La diffusion et le développement des techniques contraceptives de contrôle démographique étaient perçus comme inutiles, voire même pour certains défavorables, à l'ajustement de la fécondité<sup>10</sup>. L'industrialisation était alors conçue comme le véritable pré-requis pour la diminution de la fécondité : «La solution aux pressions démographiques excessives sur les terres n'est pas non plus à trouver dans la réduction de la fécondité. La diminution des taux de natalité peut seulement être espérée dans un environnement urbain ou industriel»<sup>11</sup>.

Avec l'accélération de l'accroissement démographique dans certains pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Costa Rica,...) et d'Asie (Inde, Malaisie, Formose,...), une nouvelle perception du problème de la transition démographique émerge autour de 1955. Alors que les taux d'accroissement démographique maximaux qu'avait expérimentés l'Europe au cours de son processus de transition démographique ne dépassaient par 1,5 pour cent par an, ces taux atteignaient des valeurs jamais vues de 3,7 pour cent au Costa Rica, de 3,5 pour cent à Formose, de 3,0 pour cent en Malaisie ou de 2,9 pour cent au Mexique de 1950 à 1954<sup>12</sup>. Sous l'effet de cette pression démographique inusitée, la mise en place de programmes de contrôle démographique par la diffusion de la régulation des naissances apparaît désormais comme la condition nécessaire et préalable à la transition industrielle urbaine : «L'Inde a une chance d'être le premier pays à réaliser une révolution majeure dans la vie humaine : la diffusion planifiée du contrôle de la fécondité dans une population rurale, antérieurement à et pour le bénéfice de la transition urbaine et industrielle»<sup>13</sup>.

<sup>9</sup> Hodgson [1988 : 542].

<sup>10</sup> Stix and Notenstein [1940 : 153].

<sup>11</sup> «Nor is any immediate solution for crowding on the land to be found in declining fertility. Falling birth rates may only be expected in an urban, industrial environment» Moore [1945 : 121], rapporté par Hodgson [1988 : 542].

<sup>12</sup> Davis [1956 : 58].

<sup>13</sup> «India has a chance to be the first country to achieve a major revolution in human life - the planned diffusion of fertility control in a peasant population prior to, and for the benefit of, the urban-industrial transition.» Davis [1954 : 87-88],

Remarquons que le problème des effets de la croissance démographique, est à cette période improprement présenté comme un problème de surpeuplement statique, exprimé en terme de densités, et dynamique, en terme de taux de croissance, essentiellement localisé dans les zones rurales et agraires. L'action des politiques de contrôle démographique doit alors permettre de ralentir le rythme de l'accroissement démographique naturel dans les campagnes, de façon à diminuer le rythme d'accroissement démographique des villes par migration rurale-urbaine, saisonnière ou permanente. C'est d'ailleurs à cette époque que certaines analyses purement économiques mettent en évidence l'effet de perturbation du développement capitaliste que peut avoir le surplus de main-d'œuvre rurale<sup>14</sup>. Le vrai problème est alors plus celui de l'inadéquation entre les réserves existantes de main-d'œuvre et les besoins de la structure productive que celui d'une réelle population surnuméraire conduisant à la diminution absolue des niveaux de vie.

Simultanément, les faits semblent venir contredire la théorie de la transition démographique telle qu'elle s'était constituée dix années plus tôt. Dans un premier temps, la remontée importante des taux de fécondité dans les pays occidentaux, communément résumée par l'expression de baby boom, ne put être expliquée dans les termes déterministes et phasiques du processus de transition démographique. Ce dernier impliquait en effet un état stationnaire pour la fécondité et la mortalité, une fois que ces dernières eussent atteint leurs valeurs basses.

Dans un deuxième temps, la brutale réduction de la mortalité visible dès les années cinquante dans le monde non industrialisé, et qui avait conduit aux taux d'accroissement démographique extrêmes que nous évoquions précédemment, ne semblait pas explicable par les seuls progrès socio-économiques contenus dans la croissance et le développement. Cette baisse de la mortalité s'avéra avoir été partiellement importée (technologie médicale, infrastructures coloniales, etc) des pays industrialisés et non directement induite par un processus de développement local comme le prévoyait la théorie de la transition démographique. Le résultat de ce «divorce»<sup>15</sup> entre déclin de la mortalité et processus de développement économique sous-jacent conduisit donc à l'association paradoxale d'une croissance démographique accélérée par la baisse de la mortalité, et d'un approfondissement apparent de la pauvreté. Les principes de la théorie de la transition démographique étaient donc doublement remis en

cité par Hodgson [1988 : 543].

<sup>14</sup> La contribution séminale est celle de Lewis [1954].

<sup>15</sup> L'expression est de Hodgson [1988 : 544].

question, à la fois du côté de la fécondité et du côté de la mortalité.

Cette remise en cause par les faits de la théorie et de ses implications politiques, conduisit alors au développement de recherches plus économiques qui avaient pour objectif d'identifier les mécanismes par lesquels la forte croissance démographique pouvait limiter et contraindre les potentialités d'expansion économique et de développement. Simultanément aux analyses dualistes déjà évoquées, se développa une série de recherches orientées vers la recherche des effets de la forte croissance démographique sur les conditions de l'accumulation de capital physique productif. Le spectre de populations croissantes, vivant au niveau du seuil de subsistance, et rendant de plus en plus improbable toute amorce de développement économique, fut alors présenté comme une réelle possibilité<sup>16</sup>. Le système de représentation malthusien semble alors être redevenu convaincant. La question centrale de la problématique démo-économique revenait donc à évaluer si la croissance économique pouvait s'initier dans les pays en développement sans que la fécondité fut préalablement réduite. Corrélativement, un grand nombre de travaux furent orientés vers la recherche d'arguments en faveur de la réduction de la fécondité dans ces pays non industrialisés, et vers l'estimation des avantages-coûts de ces politiques assez généralement considérées comme incontournables.

Les conditions empiriques, théoriques et idéologiques étaient donc réunies pour la production, le développement et la réception d'une perspective nouvelle sur les effets économiques de la croissance démographique. Cette perspective sera plus tard qualifiée d'orthodoxie<sup>17</sup>.

### 3. *Orthodoxie*

La suite historique des analyses des liaisons théoriques et empiriques entre dynamiques démographique et économique est souvent organisée en deux groupes de pensée majeurs. Ces deux groupes assez homogènes s'opposent quant à la qualification qu'ils font des effets économiques de la croissance démographique rapide. Le premier des deux, bien qu'historiquement précédé par le groupe des analyses de la transition démographique dont nous venons de parler, est généralement appelé orthodoxe, alors que le second est qualifié, par contraste de «révisionniste». L'orthodoxie s'organise autour de quelques éléments théoriques fondamentaux.

La théorie démo-économique malthusienne et ses prolongements contemporains situent, a priori, la relation entre population et richesse dans un univers fini, dans lequel la progression de la population est positivement liée au niveau de vie et se heurte à la contrainte des ressources qu'elle contribue elle-même à exacerber. Si le modèle malthusien et ses prolongements directs se concentraient sur la relation entre la population et les ressources naturelles et alimentaires, sous l'hypothèse de rendements marginaux décroissants de la progression démographique<sup>18</sup>, les modèles néo-malthusiens, intégrant les apports de la théorie macro-économique des années cinquante, replacèrent la relation dans le cadre d'un système dans lequel la croissance de la population exerce une pression négative directe sur l'accumulation, considérée alors comme le seul facteur de la progression des niveaux de vie<sup>19</sup>.

En 1958, la liaison dynamique entre croissance démographique et accumulation de capital est décrite par les analyses pionnières de Coale et Hoover<sup>20</sup>. Ils identifient, sur une double base théorique et empirique, une série d'effets démographiques négatifs sur les conditions de l'accumulation. L'effet de diversion détourne l'investissement d'emplois directement productifs vers des emplois non directement productifs; l'effet de dilution du capital résulte arithmétiquement de la dynamique d'un rapport macroéconomique dont le dénominateur est la taille croissante de la population; et l'effet de dépendance relie négativement la capacité d'épargne d'un ménage ou de l'économie avec la part des inactifs par rapport à la population active.

Simultanément, et sous l'influence des modèles de développement dualistes, certaines analyses insistaient alternativement sur les capacités d'absorption d'une force de travail qui suit le rythme de l'accroissement démographique et sur les risques de paupérisation de masse liés au développement du cercle vicieux élargi entre la croissance rapide de la population, la pression sur l'accumulation et le chômage et le sous-emploi. Enfin, les ratios de dépendance importants impliqués par la forte

---

<sup>18</sup> Nous avons démontré ailleurs que cette hypothèse typiquement malthusienne est non pertinente du point de vue de la logique théorique puisqu'elle constitue une extrapolation macro d'une relation purement technique entre les évolutions simultanées du produit et d'un facteur de production variable, tous les autres facteurs de production, y compris la technologie, étant fixes; cette «loi» ne peut donc en être une au niveau macro-historique qu'à la condition intenable de fixer implicitement tous les facteurs de production non démographique.

<sup>19</sup> Voir les modèles de trappe néo-malthusienne de Liebenstein [1954, 1957], Nelson [1956, 1960]. Un des premiers apports à cet axe théorique fut le cercle vicieux de la pauvreté, non formalisé, de Nurske [1952].

<sup>20</sup> Coale, Hoover [1958].

---

<sup>16</sup> Notamment par Liebenstein [1954], Hodgson [1988 : 545].

<sup>17</sup> Demeny [1986 : 474].

croissance démographique conduisaient à l'augmentation du besoin en investissements démographiques, non directement productifs, et limitant corrélativement le capital disponible pour les investissements directement productifs. Certains modèles<sup>21</sup> décrivent sur ces bases une trappe d'équilibre de bas niveau dans laquelle la croissance démographique engluait la croissance du revenu par tête.

Toutefois, et à cette époque (autour de 1960), la base des connaissances empiriques était trop limitée. Comme nous l'avons déjà souligné, l'application de l'expérience européenne de la transition démographique aux pays en développement était alors ressentie comme non pertinente. De plus, la discussion des conséquences macroéconomiques était fondée sur des modèles consacrés à d'autres usages, essentiellement des modèles de croissance économique. Le débat visait donc à établir si la nouvelle répartition par âge des populations rajeunies, associée à la forte fécondité, diminuerait les investissements et les quantités de capital nécessaires pour augmenter la production ou pour permettre d'assurer un niveau de vie moyen croissant ou constant à une population croissante. L'important support politique en faveur des mesures de réduction des naissances était donc paradoxalement fondé sur des preuves scientifiques finalement évanescentes. Ces interventions de politique démographique étaient toutefois justifiées par les prétendus bénéfices aux niveaux individuels et collectifs qu'elles permettraient<sup>22</sup>.

Il est possible d'identifier, avec Kelley<sup>23</sup>, une suite de références théoriques dont la succession a pu participer à la constitution du corpus des théories orthodoxes en un ensemble homogène<sup>24</sup>.

Dès 1953, un rapport des Nations unies<sup>25</sup> assez nuancé et aux champs d'investigation très étendus, bien que peu quantitatifs, remarquait que la croissance et la taille de la population pouvaient exercer des impacts positifs (à travers des effets d'échelle et d'organisation), des impacts négatifs (à travers les rendements décroissants), et des effets plus incertains (à travers la technologie et le progrès social). Le jugement général, bien que balancé, tendait toutefois vers le pessimisme. Ce rapport fut révisé en 1973<sup>26</sup> et le jugement global devint encore un peu plus pessimiste, sous l'effet notamment de l'emphase portée sur les impacts de court terme de la croissance

démographique<sup>27</sup>. L'intervention de Kuznets dans ce rapport venait pourtant nuancer la tonalité orthodoxe dominante, puisque ce dernier remarquait, de façon très pertinente, qu'aucune corrélation statistique entre les taux de croissance du produit par tête et ceux de la population n'apparaissait sur des échantillons transversaux ou sur des séries temporelles. Ces résultats devaient ensuite être confirmés pour ce qui concerne les périodes antérieures à 1980.

Une synthèse des résultats et des apports de cette perspective orthodoxe fut effectuée dans un rapport sur la population et le développement commandité en 1971 par la U.S. National Academy of Sciences<sup>28</sup>. Insistant surtout sur les effets de court terme de la croissance démographique, la majorité des études parvenaient partiellement à justifier les tonalités largement pessimistes des conclusions du rapport<sup>29</sup>, arrivant à la conclusion que la croissance démographique rapide imposait une barrière sérieuse, voire insurmontable, au développement socio-économique. Les auteurs de cette conclusion résumèrent ainsi leurs résultats de façon très efficace : «La croissance démographique rapide ralentit la croissance des revenus par tête dans les pays en développement, et tend à perpétuer les inégalités dans la répartition des revenus. Elle tire vers le bas les niveaux de l'épargne et de l'investissement capitaliste dans les facteurs de production, et limite par conséquent le taux de croissance du PIB. L'offre alimentaire et la production agricole doivent être fortement accrues pour satisfaire aux besoins des populations en croissance rapide, ce qui exerce une contrainte sur l'allocation des ressources à d'autres secteurs économiques et sociaux. Le nombre des entrants dans la force de travail augmente très rapidement. Du fait de l'excès des individus à la recherche d'un emploi sur le nombre d'emplois disponibles, le chômage et le sous-emploi sont des problèmes de plus en plus sérieux. Un nombre toujours plus grand de travailleurs ne peut être absorbé dans le secteur moderne (industrialisé). Ils se rabattent alors sur des occupations de service non productives ou vers le secteur traditionnel (agricole) avec sa productivité faible et ses salaires de subsistance... Une pauvreté à grande échelle, la productivité faible du travail, la demande alimentaire croissante, et la faible industrialisation distordent et dégradent les conditions

<sup>21</sup> Liebenstein [1954] ; Nelson [1956].

<sup>22</sup> United Nations [1993 : 38].

<sup>23</sup> Kelley and Schmidt [1996 : 4].

<sup>24</sup> Homogénéité artificielle, forcée ou pas, là n'est pas notre problème présent.

<sup>25</sup> United Nations [1953].

<sup>26</sup> United Nations [1973].

<sup>27</sup> Kelley and Schmidt [1996 : 4].

<sup>28</sup> Voir en particulier l'«Executive Summary» du rapport.

<sup>29</sup> Voir en particulier l'«Executive Summary» du rapport.

de l'échange international pour les pays les moins développés»<sup>30</sup>.

Il semble toutefois que ces conclusions alarmistes, que l'on peut supposer influencées par l'Agency for International Development, sponsor de ce rapport dont les positions antipopulationnistes ont souvent été dénoncées<sup>31</sup>, aient quelque peu exagéré les aspects négatifs des résultats obtenus dans les analyses solides qu'il rassemble. Ces différentes études formaient un ensemble méthodologiquement proche des analyses thématiques partielles du révisionnisme, mais conduisaient tout de même à des résultats modérément pessimiste<sup>32</sup>. Une autre étude assez large et exhaustive des effets économiques de la forte croissance démographique, placée sous la direction de Tabah et éditée en 1975 par l'IUSSP<sup>33</sup>, venait confirmer la pertinence de cette orientation vers une méthodologie thématique de type hétérodoxe, tout en produisant des résultats assez orthodoxes.

Des travaux plus récents, tels que le rapport de la Banque Mondiale de 1984<sup>34</sup>, adoptèrent encore ce point de vue orthodoxe selon lequel la croissance de la population tend à ralentir le développement. Qualifiée d'analyse orthodoxe sophistiquée et modérée<sup>35</sup>, avec des connotations «développementalistes», cette étude fut largement critiquée<sup>36</sup> à la fois pour son manque d'objectivité et d'impartialité scientifique, pour l'intention de légitimation des interventions anti-natalistes qui semblait la soutenir, et pour l'oubli sélectif des résultats les plus pertinents des analyses

hétérodoxes<sup>37</sup>. Un rapport encore plus récent de l'ONU<sup>38</sup> replace les conclusions relativistes dans une perspective orthodoxe renouvelée, mais encore axée sur la théorie néo-classique de la croissance et le court-moyen terme (5 à 15 ans).

Le développement d'un système de représentation ne fait pas systématiquement disparaître le système précédent, de la même façon que le système qui va se développer est contenu en germe ou est en cours de constitution pendant la période d'épanouissement du premier. Ainsi, le survey de Cassen<sup>39</sup> parvint, dès 1975, à s'élever au delà des restrictions des analyses orthodoxes pour n'en retenir que les résultats les plus intéressants, et en rejeter les hypothèses les plus critiquables et les plus fragiles. Robert Cassen remarqua dans la conclusion de son analyse que les effets de la croissance de la population dans les pays en développement ont pu être exagérés par les analyses orthodoxes, spécialement pour les effets sur le capital et l'épargne. Il concède toutefois qu'il ne semble y avoir que peu d'arguments convaincants pouvant venir contredire la conclusion selon laquelle la croissance démographique rapide ralentit l'amélioration des niveaux de vie<sup>40</sup>. Cassen n'a donc pu trouver aucun argument suffisamment convaincant pour rejeter des conclusions orthodoxes qu'il semble alors n'accepter que par défaut.

Il souligne ainsi un peu plus loin que l'importance relative de la population parmi les autres facteurs semble avoir été simultanément surévaluée et sous-évaluée<sup>41</sup>. Il est, selon lui, difficile d'accepter la vue selon laquelle la pauvreté des pays en développement puisse être majoritairement causée par la croissance démographique, l'ordre économique international, les performances macroéconomiques ou les politiques économiques domestiques ayant comparativement moins d'importance. Il lui apparaît toutefois que dans la plupart de ces pays, même économiquement prometteurs, l'accroissement démographique rapide n'aurait permis que des gains relativement faibles au niveau de l'individu moyen, et à fortiori pour les plus pauvres. Ceci étant partiellement dû à la tendance de la répartition des revenus, en l'absence de mesures contradictoires, à se détériorer sous les régimes de forte fécondité. Les jugements orthodoxes sont donc, dès les années soixante-dix, fermement nuancés par une minorité

---

<sup>30</sup> «Rapid population growth slows down the growth of per capita incomes in less developed countries and tends to perpetuate inequalities of income distribution. It holds down the level of savings and capital investment in the means of production and thereby limits the rate of growth of gross domestic product. Food supplies and agricultural production must be greatly increased to meet the needs of rapidly growing populations, and this constrains the allocation of resources to other economic and social sectors. The number of persons entering the labour force grows very rapidly. Because the number of people seeking employment is larger than the number of available jobs, unemployment and underemployment are increasingly serious problems. An ever larger number of workers cannot be absorbed into the modern (industrialized) sector. They are forced into unproductive service occupations or back into the traditional (agricultural) sector with its low productivity and bare subsistence wage levels...Widespread poverty, the low productivity of labour, the growing demands for food, and slow industrialization distort and degrade the international trade of the less developed countries». NAS [1971], cité par UN [1993 : 20].

<sup>31</sup> Voir notamment Piotrow et Kasun.

<sup>32</sup> Kelley [1995 : 5].

<sup>33</sup> Tabah [1975].

<sup>34</sup> World Bank [1984].

<sup>35</sup> Notamment par D. Hodgson [1988 : 559].

<sup>36</sup> Pour toutes ces critiques (Lee, Clark et Easterlin notamment), se référer aux recensions de ce rapport réunies dans *Population and Development Review*, 11(1), 1985.

<sup>37</sup> Lee [1985 : 128-29].

<sup>38</sup> United Nations [1992 : 20].

<sup>39</sup> Cassen [1976].

<sup>40</sup> Les effets de la forte croissance démographique semblent surtout jouer au niveau de l'emploi productif de la production alimentaire et de la provision de services publics (éducation, santé). Cassen [1976 : 821].

<sup>41</sup> Cassen [1976 : 821].



d'auteurs. Ces derniers préfigurent, avec Easterlin (1965), Kuznets (1965, 1967) et Kocher (1973)<sup>42</sup>, ce que sera la réaction contre l'orthodoxie dominante — «révisionnisme» — pendant la décennie suivante.

Simultanément, et de façon surprenante, la recherche s'orienta peu, jusqu'à la fin des années soixante-dix, vers l'exploration des conséquences économiques de la forte croissance démographique. Les quelques analyses théoriques développées avaient donc pour but de soutenir les positions anti-natalistes. Face à ces analyses qui se bornaient à prolonger les modèles canoniques de croissance par accumulation, les études réellement empiriques orientées vers la recherche de liaisons statistiques pertinentes et significatives entre la croissance de la population et les performances macro-économiques furent relativement rares<sup>43</sup>. La recherche ne s'orienta vers cette démarche empirico-inductive qu'à partir des années quatre-vingt, principalement en divisant le champ des relations démo-économiques en quelques domaines d'interaction séparés les uns des autres et étudiés de façon indépendante — *ceteris paribus*. C'est ce que McNicoll<sup>44</sup> appelle les «topical studies», que nous traduirons par études thématiques partielles. Cette méthodologie sera très liée au renouvellement de la conception des conséquences économiques de la croissance démographique vers des positions plus neutralistes et relativistes, généralement qualifiée de révisionnistes.

#### 4. *Hétérodoxie et relativisme («revisionism»)*

Des changements dans les évolutions empiriques directement observables contribuèrent largement à l'épanouissement de la perspective révisionniste alternative. La conjonction du maintien des taux élevés de croissance économique enregistrés pendant les années 1970 par la plupart des pays en développement, et d'un fléchissement apparent de la fécondité dans ces mêmes pays, eut pour conséquence de décrédibiliser la perspective orthodoxe. Le second rapport de la National Academy of Sciences édité en 1986 semble alors, dès l'introduction, rejeter globalement les résultats pessimistes qui fondaient la conclusion de la version précédente<sup>45</sup> : «Il est clair que malgré la croissance démographique rapide, les pays en développement ont atteint des niveaux sans précédent

de revenu par tête, d'alphabétisation, et d'espérance de vie sur les 25 dernières années»<sup>46</sup>.

Il est en effet aisé de se rendre compte de la simultanéité historique des progrès socio-économiques et démographiques dans le tableau 2.

Ainsi, la perspective orthodoxe fut attaquée dès la fin des années soixante, sous le double effet de l'absence durable de corrélation significativement négative entre croissances démographique et économique, et de la remise en cause théorique et empirique de ses principaux résultats. Mais elle ne vit cependant s'édifier, face à elle, un paradigme alternatif cohérent et robuste qu'à partir des années quatre-vingt. Paul Demeny<sup>47</sup> appela alors révisionnisme cette perspective renouvelée, par opposition à l'orthodoxie que pouvait constituer le corpus néo-classique et néo-malthusien des effets négatifs de court terme. La définition du révisionnisme est nécessairement critique puisque ce mouvement d'analyse se construit sur les échecs et les apories du système orthodoxe. Le problème est en substance de vérifier si la croissance démographique a réellement (révisionnisme extrême) des effets négatifs sur la croissance économique, ou de mesurer et relativiser la portée réelle de ces effets (révisionnisme modéré) au cas où ils existeraient réellement<sup>48</sup>.

Le point essentiel sur lequel tous s'entendent est que les conséquences de la croissance démographique sur le développement ne peuvent être isolées de façon agrégée et monolithique, sans prendre en compte les liaisons multiples qui caractérisent le système démo-économique, dans toutes ses temporalités. Au plus, la forte croissance démographique est un facteur, parmi d'autres, qui peut, selon les circonstances, jouer soit négativement, dans le court terme, soit positivement dans le moyen et long terme, sur la croissance du niveau de vie. Les conclusions orthodoxes doivent donc être relativisées, nuancées et contextualisées. Mais, pour certains, cette perspective hétérodoxe se caractérise plus par sa méthode que par ses résultats. Le point essentiel de ces nouveaux résultats est moins la direction de l'éventuel impact (positif ou négatif) de la croissance démographique sur les performances économiques, que l'adoption d'une perspective méthodologique originale. A l'inverse de la méthodologie mécanique néo-classique qui fondaient l'orthodoxie, celle-ci doit insister sur les effets intermédiaires, du court terme au long

<sup>42</sup> Easterlin [1967] ; Kuznets [1965 ;1967] ; Kocher [1973].

<sup>43</sup> United Nations [1993 : 38].

<sup>44</sup> McNicoll [1995].

<sup>45</sup> NAS-NRC [1973].

<sup>46</sup> «(...) it is clear that despite rapid population growth, developing countries have achieved unprecedented levels of income per capita, literacy, and life expectancy over the past 25 years». National Research Council [1986 : 4].

<sup>47</sup> Demeny [1986 : 474].

<sup>48</sup> La distinction entre révisionnisme modéré et révisionnisme extrême est reprise de Demeny [1986 : 474]

terme, sans privilégier aucune des temporalités, et en tenant compte simultanément des impacts directs ou indirects, et des interactions dynamiques entre variables économiques, politiques, sociales et démographiques<sup>49</sup>. Le risque de perte d'efficacité ou de pertinence, inhérent au type précédent d'analyses qui tendaient vers la totalité dynamique et synthétique, est ici évité par la méthode originale des analyses thématiques partielles (topical studies). Toutefois, cette méthode implique que les résultats obtenus dans chaque secteur d'interaction arbitrairement identifié — é d u c a t i o n , s a n t é ,

---

<sup>49</sup> Kelley and Schmidt [1994; 1995: 4].

**Tableau 2 : Evolution de quelques indicateurs économiques et sociaux sur 25 ans**

Valeurs moyennes	PNB par tête (WB 1994)		en \$ 1993		PNB par tête (Penn World Tables)		en \$ 1992		Espérance de vie à la naissance (WB 1994)	
	1962	1972	1982	1962	1972	1982	1962	1972	1982	
Années	1962	1972	1982	1962	1972	1982	1962	1972	1982	
Ens. ped (81)	214	434	896	1088	1534	1753	46	50	55	
Afrique-SS	143	252	584	850	1130	1190	40	44	48	
Asie Sud-SE	183	530	800	970	1520	2390	50	55	61	
Arabo-musul.	196	520	1320	1372	2230	2695	45	50	57	
Amér. Latine	400	720	1510	1810	2640	2710	54	58	64	

Sources: World Bank, World Tables 1987, 1989, 1994; Summers, Heston, Penn World Tables, 1995

ressources naturelles, productivité et travail, pauvreté et bien-être microéconomique, externalités microéconomiques et macroéconomiques, etc.— ne soient valables que sous l'hypothèse toutes choses égales par ailleurs dans chacun des autres secteurs d'interaction.

Relativement aux analyses et résultats orthodoxes qui étaient conduits dans des cadres hypothétiques encore plus restrictifs, les progrès sont cependant réels, puisque les ressources naturelles et une partie des facteurs de production — progrès technologique et de productivité endogènes, capital humain — étaient alors supposés fixés. Ceci avait d'ailleurs pour implication mécanique les rendements décroissants d'une population croissante, et l'absence de toute possibilité d'ajustement ou de flexibilité dynamique dans le système démo-économique ainsi défini.

Le rapport de la National Academy of Sciences publié en 1986<sup>50</sup> joua un rôle catalytique dans la formation, la légitimation et l'extension de la perspective hétérodoxe. Même si ce rapport reconnaissait que la forte croissance démographique pouvait causer des problèmes aux pays en développement, l'analyse précautionneuse et nuancée des preuves et des observations empiriques des effets économiques négatifs de la croissance démographique à laquelle il se livrait, constituait, en soi, une première et importante remise en cause de ce qui constituait le consensus antérieur. Cassen qualifia d'ailleurs ce rapport de «quiétiste» au «ton très dédramatisé et non urgent»<sup>51</sup>.

L'une des synthèses les plus efficaces de la perspective révisionniste est donnée par Kelley dans son importante revue de la recherche dans les domaines de la population et du développement: «Dans de nombreux pays en développement, la croissance économique (telle qu'elle est mesurée par le produit par tête) aurait été plus rapide dans un environnement de croissance démographique plus faible, ceci bien que dans nombre de pays, l'impact de la population fut vraisemblablement négligeable, et fut même positif

dans certains d'entre eux(...). Parce qu'il n'y a pas d'estimation fiable et généralement acceptée de l'effet de la population sur le développement, seule une appréciation qualitative semble pouvoir être formulée. Cette appréciation, positive ou négative, varie d'un pays à l'autre, à travers le temps, et, potentiellement, avec le taux de croissance démographique. Ce qui est clair est qu'une appréciation de l'impact de la croissance démographique sur le développement économique est très complexe, que des problèmes tels que le chômage, la famine, et la malnutrition sont causés par des facteurs nombreux — incluant la croissance démographique rapide —, et qu'insister sur les politiques de ralentissement de la croissance démographique, sans confronter simultanément tous les autres facteurs fondamentaux de tels problèmes peut conduire à des résultats très décevants»<sup>52</sup>. Kelley confronte ensuite cette appréciation de la perspective révisionniste avec une des phrases importantes de la conclusion du rapport de la National Academy of Sciences de 1986 : «Au bilan, nous parvenons à la conclusion qualitative qu'une croissance démographique plus lente serait bénéfique pour le développement économique de la plupart des pays en développement»<sup>53</sup>.

<sup>52</sup> «Economic growth (as measured by per capita output) in many developing countries would have been more rapid in an environment of slower population growth, although in a number of countries the impact of population was probably negligible, and in some it may have been positive (...) Because there is no believable and generally accepted quantitative estimate of population's effect on development, only a qualitative (a direction-of-impact) assessment can be made. This assessment, positive or negative, varies from country to country, over time, and possibly with the rate of population growth. What is clear is that an assessment of the impact of population growth on economic development is highly complex, that problems like unemployment, famine, and malnutrition are caused by many factors (including rapid population growth), and that an emphasis on policies of slowing population growth without simultaneously confronting the other fundamental causes of such problems may well lead to disappointing results». Kelley [1988 : 1715].

<sup>53</sup> «On balance, we reach the qualitative conclusion that slower population growth would be beneficial to economic development of developing countries».NAS-NRC [1986 : 90].

<sup>50</sup> National Research Council [1986].

<sup>51</sup> Cassen and Bates [1994: 1 et 4].

Il peut être utile de faire apparaître les points de convergence des divers travaux qui constituent la perspective révisionniste sur les conséquences de la forte croissance démographique dans les pays en développement. En reprenant les arguments de Kelley, nous pouvons mettre quatre caractéristiques de cette dernière proposition en évidence : (i) les effets économiques de la croissance démographique sont importants et simultanément positifs ou négatifs — «On balance», «au bilan» ; (ii) la taille nette et l'importance réelle de ces impacts ne peuvent être déterminées sur la seule base des données et preuves disponibles — «qualitative» ; (iii) seule la direction de l'impact des taux de croissance les plus élevés peut être identifié — «slower» et non «slow», «plus lente» et non «lente» ; (iv) l'effet net varie d'un pays à un autre, négatif dans la plupart des cas, positif dans d'autres et faible (positif ou négatif) dans les derniers — «most developing countries», «dans la plupart des pays en développement».

Le rapport de la National Academy of Sciences de 1986 est donc la plus révisionniste des grandes études commanditées des années 1970-80. Même si à l'aune des études thématiques partielles présentées, les conséquences économiques de la croissance de la population semblaient plus souvent négatives que positives, les économistes responsables de ces analyses choisirent, de façon significative, de nuancer la conclusion collective du rapport en remplaçant l'importance relative des ces impacts dans de plus justes proportions. Selon Kelley<sup>54</sup>, cette volonté collective de relativisation mérite attention puisqu'elle représente vraisemblablement l'évaluation des effets économiques de la croissance de la population qui prédomine depuis 1945. La perspective orthodoxe semble donc n'être, pour Kelley, qu'une péripétie théorique ou idéologique ayant fait diverger la recherche démo-économique de sa tendance dominante.

Le rapport de 1986 constitua donc une étape fondamentale dans le processus d'affirmation de la perspective révisionniste autour de l'impact de la population sur le développement, qui se fonde sur une formulation réaliste d'un processus de développement dans lequel les rétroactions sont prises en compte. Elle insiste notamment sur les réponses individuelles et institutionnelles aux impacts initiaux directs de l'accroissement démographique, comme la conservation en réponse à la rareté des ressources naturelles, la substitution pertinente des facteurs de production abondants aux facteurs rares, l'innovation et l'adoption de technologies adaptées à l'exploitation

d'opportunités profitables, autant de réponses considérées comme importantes<sup>55</sup>.

Compte tenu de l'exemplarité accordée à ces résultats par un commentateur aussi avisé que Kelley, il est intéressant d'en faire une présentation synthétique<sup>56</sup>. La tonalité et les conclusions générales du rapport sont révisionnistes, bien que les analyses développées insistent sur certains aspects du développement économique qui sembleraient pouvoir bénéficier d'un ralentissement de la croissance démographique.

Le ralentissement de la croissance démographique semble avoir un effet net positif sur le ratio capital/travail, et un effet probablement positif sur les taux d'épargne. Simultanément, même si le ralentissement de la croissance démographique a un effet d'approfondissement du capital «capital deepening», cet effet semble être relativement modeste.

Dans l'industrie, les économies d'échelle sont épuisées pour des tailles urbaines modérées, le ralentissement de la croissance démographique n'a donc vraisemblablement pas d'impact négatif sur la productivité dans le secteur manufacturier urbain. Dans l'agriculture, la relation positive qui existe entre la densité et la productivité (choix des techniques, économies d'échelle, infrastructures) semble se transformer en relation négative (rendements décroissants) pour des densités trop importantes (supérieures à 100 habitants au km<sup>2</sup>).

Dans l'éducation, le ralentissement de la croissance démographique est associé avec des dépenses par élève supérieures, de même que pour les dépenses par tête de santé ou de nutrition au sein du ménage. Toutefois, la forte croissance démographique ne saurait constituer un obstacle majeur au succès des politiques sanitaires.

Dans le court terme, une moindre croissance démographique diminuerait l'inégalité de la répartition des revenus, dans le cas toutefois où les politiques de population seraient orientées vers les groupes à revenu le plus faible. Dans le long terme, l'avantage potentiel résulterait de l'accroissement du prix du facteur travail relativement aux autres facteurs de production.

Bien que la plupart des problèmes liés au développement urbain (pression sur les services et ralentissement du développement du secteur moderne) aient été amplifiés par la forte croissance démographique, le ralentissement de cette croissance ne les réglera vraisemblablement pas. Le biais urbain des politiques publiques constitue une cause beaucoup plus importante que la croissance démographique.

<sup>54</sup> Kelley, Schmidt [1995a : 4].

<sup>55</sup> Kelley, Schmidt [1995a: 3-4] et Kelley [1986 : 566].

<sup>56</sup> Reprise en partie de United Nations [1993 : 21-22].

Certaines externalités, comme la congestion, la dégradation rapide des ressources naturelles, les coûts intergénérationnels, sont le résultat plus ou moins direct de la croissance démographique. Les politiques de population doivent être couplées avec des mesures plus économiques visant à modifier les structures d'incitation qui interviennent dans l'apparition d'externalités nettes négatives liées à la forte fécondité.

L'argumentation révisionniste s'articule donc autour de deux idées fortes. La première est que la croissance démographique n'est qu'un facteur secondaire du développement économique, et donc, un élément parmi d'autres dans l'explication des retards de croissance ou de développement potentiels. La seconde est que les effets délétères de la forte croissance démographique seront largement (bien que pas nécessairement intégralement) compensés par des réactions de marché, si et seulement si, les mécanismes de marché peuvent fonctionner librement. Cette seconde caractéristique est importante car elle est au fondement de la perspective révisionniste sur les problèmes liant la population aux évolutions économiques.

Dans ce cadre de réflexion et de représentation, tout problème de population doit pouvoir se résoudre de lui-même, sans l'aide coercitive de l'intervention publique, et comme un produit dérivé de la réforme libérale et de la réalisation d'un marché libre. La position américaine officielle à la conférence internationale sur la population de Mexico en 1984<sup>57</sup> était donc diamétralement opposée à ce qu'elle avait pu être lors de la conférence de Bucarest en 1974. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces conférences mondiales successives sur la population et le développement, jouent souvent un rôle de catalyseur et offrent l'image des rapports de forces politiques et théoriques autour de la problématique démographique. La conférence de 1994, organisée au Caire, présentera les mêmes propriétés caractéristiques, propriétés que nous précisons plus loin.

Ce thème révisionniste libéral est d'ailleurs récurrent dans le rapport de la National Academy of Sciences de 1986 qui suivra la conférence mondiale de 1984 de Mexico, au cours de laquelle fut officialisée la nouvelle position non interventionniste américaine<sup>58</sup>. Dès 1986, Demeny<sup>59</sup>, fait d'ailleurs de cette

représentation libérale la base fondamentale de la perspective révisionniste sur les problèmes démographiques. Sous la surface de l'argumentation révisionniste, ce dernier identifie une croyance en l'efficacité d'une «main invisible», constituée et mue par les forces du marché, qui modèlerait les processus démographiques dans des directions qui correspondent aux besoins de la société. Certaines analyses révisionnistes parviennent ainsi à justifier théoriquement les tonalités optimistes de leurs hypothèses et conclusions, en insistant notamment sur la nature bénéfique de nombreux effets réciproques impliqués par les changements démographiques et médiatisés par les mécanismes de marché (ajustements des prix)<sup>60</sup>.

Les implications politiques de ces analyses révisionnistes sont claires. La plupart des économistes qui ont considéré, du point de vue révisionniste, la croissance de la population comme un problème parmi d'autres, adoptèrent donc une position «agnostique» ou de «laissez-faire»<sup>61</sup> concernant les problèmes macroéconomiques, en même temps qu'ils soutinrent certaines interventions sur la seule base du bien-être individuel. De façon traditionnelle, ces derniers reconnaissaient que la croissance démographique rapide pouvait aggraver les problèmes liés au développement, mais nuançaient l'importance de l'implication de la croissance de la population relativement à toutes les autres causes possibles de ces problèmes. Une partie de ces causes complémentaires (gestion déficiente des ressources, structure des incitations biaisée, etc.), sont d'ailleurs reliées à des déficiences des marchés, dues notamment à une information trop limitée ou à des externalités. En conséquence, elles peuvent être directement ciblées par des interventions publiques visant à les corriger et à accroître l'efficacité du système démo-économique<sup>62</sup>.

Le cœur de cette perspective libérale est fondé sur un raisonnement simple et efficace. La croissance démographique constitue un élément spécifique d'un ensemble de mécanismes autorégulateurs. Alors que la population exerce une pression sur d'autres parts de l'économie, les prix relatifs vont s'ajuster, de façon à rendre les familles nombreuses économiquement moins attrayantes et à induire une transition de la forte fécondité vers des niveaux plus faibles. Cependant, ces raisonnements ne sont valables que si l'on suppose que le motif principal de la fécondité est l'avantage économique qu'elle produit. Or, c'est l'hypothèse fondamentale de ces perspectives révisionnistes libérales. En ceci, elles rejoignent le fonds commun

<sup>57</sup> McNicoll [1995 : 20, 44 note 10].

<sup>58</sup> Certains voient derrière ce retournement radical de la position officielle américaine qui passe d'une hyper-activité sur le front mondial de la politique démographique (manifestée en particulier à la conférence mondiale de Bucarest en 1974) à une profession de foi libérale et non interventionniste, l'influence, peut-être exagérée, des groupes de pression anti-avortement dans l'opinion puritaine des années Reagan et Bush. Voir Amalric, Banuri [1994 : 691].

<sup>59</sup> Demeny [1986 : 474].

<sup>60</sup> NAS-NRC [1986 : 88-89].

<sup>61</sup> United Nations [1993 : 39-40].

<sup>62</sup> United Nations [1993 : 40].

néo-classique de représentation de l'individu rationnel, adaptant son comportement de façon mécanique aux variations de prix, et élargissent cette perspective aux comportements démographiques. Cette représentation a notamment pu conduire parallèlement à toute une série de travaux qui cherchaient à endogénéiser la fécondité et la croissance démographique dans des modèles plus ou moins normatifs de croissance économique en supposant que les comportements reproductifs sont soumis aux mêmes contraintes et à la même logique de maximisation sous contrainte et d'affectation efficiente de ressources rares que les comportements d'investissement ou de consommation<sup>63</sup>.

La simplification et le réductionnisme de ces hypothèses implicites à certaines formes extrêmes des analyses révisionnistes viennent alors contredire le parti-pris de réalisme qui fonde la méthode révisionniste lorsqu'elle tente de prendre en compte les effets directs et les effets indirects, les boucles de rétroaction et les différentes temporalités dans lesquelles vont jouer ces relations démo-économiques. Les observations empiriques sont d'ailleurs venues confirmer les soupçons que l'on est en droit de formuler quant à la pertinence et à la robustesse de telles hypothèses. Dans de nombreux pays, en effet, la tendance manifestée par la fécondité n'a pas été conforme à celle que laissaient présager les tendances économiques simultanées. Cette simple observation peut suffire à convaincre de la limite de l'argument selon lequel le comportement démographique est principalement déterminé par les seules variables économiques<sup>64</sup>. Les réductions soudaines et brusques de la fécondité qui ont pu être observées dans certains pays (comme en Thaïlande) sont difficiles à expliquer par les seules variations simultanées des prix relatifs.

L'enjeu fréquemment formulé de ces débats est celui de justifier le développement et l'élargissement de l'accès aux moyens de limitation de la fécondité pour des populations qui n'en manifestent pas directement le besoin, mais dont de nombreux exemples semblent démontrer la réelle attirance pour ces services dès lors qu'ils sont disponibles à faible coût. Dans ces conditions, de demande implicite et latente, non formulée, il serait alors inutile et vain d'attendre que les seuls mécanismes d'offre et de demande de long terme viennent réduire la fécondité alors même que des interventions publiques contribueraient à accélérer et à amplifier cet ajustement «de marché»<sup>65</sup>. Le fondement des ces politiques démographiques est alors simplement formulé : «Nous notons également que la

reconnaissance des effets négatifs de la croissance démographique rapide ne signifie pas que la transition vers des accroissements plus faibles doive, par elle-même, résoudre les problèmes de développement. Au mieux, elle devrait permettre de laisser plus de temps pour résoudre ces problèmes ou éviter qu'ils n'empirent. La plupart des bénéfices immédiats du ralentissement de la croissance de la population permis par un accès accru au planning familial parviennent aux individus à travers les bénéfices en terme de bien-être et d'équité que constituent la possibilité de planifier et d'espacer plus efficacement les naissances, avec moins de risque sanitaire. Les services de planning familial devraient également permettre de ramener les coûts individuels d'une naissance supplémentaire au niveau des coûts sociaux de cette même naissance, et donc de réduire les externalités (les coûts de l'éducation de l'enfant étant supporté par la société et non par les familles individuelles). Lorsque les interventions sont motivées à la fois par des objectifs individuels et sociaux, le respect des droits de reproduction et de la santé des individus concernés devrait constituer un point de focalisation supplémentaire»<sup>66</sup>.

Au delà des clivages orthodoxie-révisionnisme, c'est donc bien souvent l'intervention publique de contrôle démographique qui semble figurer en ligne de mire des analyses des liaisons démo-économiques théoriques ou empiriques. Seules les hypothèses initiales et les argumentations de ces stratégies de légitimation changent. Remarquons toutefois que le rapport de l'ONU de 1993, plus récent que le rapport de la NAS (1986), définit lui-même le révisionnisme restreint auquel il se réfère dans son évaluation des liens démo-économiques : «La présente revue de la recherche postérieure à 1986, bien que ne suggérant pas de distances radicales par rapport aux résultats du rapport de la NAS [de 1986], conduit à une conclusion quelque peu appuyée concernant les effets négatifs de

---

<sup>66</sup> «We also note that recognition of the adverse effects of rapid population growth does not mean that acceleration of the transition to lower growth will by itself solve all developmental problems; at best it may buy time to deal with those problems or keep them from getting even worse. Most of the immediate benefits to slowing population growth through increasing access to family planning accrue to individuals through the welfare and equity benefits of being able to time and space births more effectively and with less risk to health. Subsidized family planning services may also help to bring the individual costs of an added birth better into line with societal costs thus reducing externalities (costs of children borne by society at large, but not by individual families). When interventions are motivated by both individual and societal objectives, respect for the reproductive rights and health of individuals should be an added focus of attention». United Nations [1993: 40-41].

---

<sup>63</sup> Nerlove et al. [1987], Razin, Sadka [1995].

<sup>64</sup> United Nations [1993 : 3-4].

<sup>65</sup> United Nations [1993 : 4].

la croissance démographique sur les potentialités de développement des pays en développement»<sup>67</sup>.

Sans parvenir à remettre totalement en question l'idée d'une relation négative entre croissance démographique et croissance économique, les analyses révisionnistes ont cependant contribué à mettre en évidence les limites importantes des principaux arguments et résultats théoriques structurant la perspective orthodoxe, dont les deux principaux piliers (au sens le moins contraignant du terme) sont ce que nous avons appelé les analyses CHED (de Coale-Hoover, Enke, Demeny) et le système Loi des Rendements Décroissants-Malthus-Ressources Naturelles. C'est précisément à la remise en question de ce double fondement théorique que les analyses révisionnistes ont pu conduire.

Ainsi, un nombre croissant d'études empiriques ont mené à ce que des doutes sérieux s'élèvent au sujet de nombreuses hypothèses orthodoxes, et en particulier, les hypothèses liées aux différents effets négatifs joués par la croissance démographique sur les conditions de l'accumulation. Alors que la plupart des travaux orthodoxes considéraient que les ratios de dépendance élevés, en contribuant à l'accroissement des dépenses d'éducation et de santé, réduiraient simultanément les fonds disponibles pour les investissements plus directement productifs, quelques études démontrèrent à partir des années soixante-dix, mais surtout pendant les années quatre-vingt<sup>68</sup>, qu'il n'existe pas de relation claire entre la part du PIB investie dans l'éducation et la structure par âge ou le taux de croissance démographique. De la même façon, alors que l'orthodoxie supposait que la forte fécondité conduisait à des taux d'épargne faibles, certains auteurs<sup>69</sup> commencèrent à montrer, dès les années soixante-dix, que la relation entre ces variables était dans la réalité beaucoup plus complexe et nuancée que ne le prétendaient les théories CHED. Les enfants supplémentaires ne constituent pas qu'une charge supplémentaire pour les parents, puisqu'ils peuvent également être comme une forme d'assurance contre différents risques réalisables dans le long terme (vieillesse, infirmité, chômage, etc)<sup>70</sup>.

De la même façon, un grand nombre de travaux vinrent démontrer que le principe des rendements marginaux décroissants ne s'appliquait pas dans des systèmes de production agricole intégrant les

possibilités d'ajustement technologique et institutionnel à la suite de variations du rapport entre les hommes et les ressources naturelles<sup>71</sup>. Cette hypothèse d'ajustement, élargie à tous les domaines de l'interaction démo-économique, est d'ailleurs précisément un des fondements épistémologiques de la perspective révisionniste.

La démarche commune à une majorité des analyses constituant cette perspective est d'approfondir la connaissance des mécanismes jouant dans chaque compartiment du système démo-économique global. Face à l'échec des macro-modèles de simulation<sup>72</sup> à saisir ces relations, et même à dire quoi que ce soit de pertinent et de nouveau sur le lien démo-économique, l'activité de recherche a eu tendance à se recentrer sur une série de champs d'investigation partiels sur lesquels l'influence théorique et réelle de la croissance démographique était recherchée. Ces champs partiels sont typiquement l'épargne, le progrès technologique, l'éducation, les inégalités de répartition, l'alimentation et la production agricole, l'utilisation des ressources naturelles, etc.

La plupart de ces investigations partielles (topical studies) conduisent à des résultats qui semblent contredire les certitudes et les connaissances orthodoxes supposées jusque-là conventionnelles ou robustes. Comme nous l'avons déjà évoqué, la seule limite des résultats de ces études partielles est précisément liée à la partialité de chaque champ d'investigation, arbitrairement isolé du système global des interactions, et défini sous des hypothèses *ceteris paribus* contraignantes. Les modèles issus de ces analyses sont donc largement déterministes, et les résultats finals dépendent bien souvent des hypothèses et des paramètres inscrits à priori dans le modèle<sup>73</sup>. Le point important est cependant que ces études aient permis de remettre en question les résultats et hypothèses orthodoxes, tout en produisant un ensemble de nouveaux résultats sur la base desquels il est possible de poser de nouvelles questions.

Remarquons toutefois que la majeure partie des contributions à la perspective révisionniste développent essentiellement des arguments qualitatifs et ne sont susceptibles de fournir aucune évaluation de l'importance des effets nets agrégés de la croissance démographique sur les évolutions économiques. Ce

<sup>67</sup> «The present review of post-1986 research, while not suggesting radical departures from the NAS findings, leads to a somewhat stronger conclusion regarding the negative effects of population growth on development prospects in developing countries». UN [1993 : 3-4].

<sup>68</sup> Voir en particulier Schultz [1987].

<sup>69</sup> Kelley [1973] ; Mason [1987 ; 1988].

<sup>70</sup> Cain [1983] ; Hammer [1984].

<sup>71</sup> Boserup [1965] ; Bingswanger, Ruttan [1978] ; Bingswanger, McIntire [1988].

<sup>72</sup> Dont l'ambition était d'identifier la plupart des relations démo-économiques stratégiques sur la base d'un modèle structurel plus ou moins complexe intégrant largement les acquis théoriques des travaux orthodoxes. Pour une synthèse critique de ces modèles [Tempo (Encke), Bachue (BIT), Rodgers, Wery et al.), etc.] se reporter à l'étude classique de Sanderson [1980] et à Arthur, McNicoll [1975 : 251-65].

<sup>73</sup> McNicoll [1995 : 12].

n'est qu'à partir de 1989-90 que les analyses se sont orientées vers la recherche d'évaluations plus agrégées des liens démo-économiques. Il est toutefois utile de préciser en substance les principaux résultats des analyses des conséquences économiques de la croissance démographique rapide tels qu'ils apparaissent les plus pertinents et robustes à la fin des années quatre-vingt.

Dans un premier temps, il convient de remarquer, de façon très révisionniste, que les effets de la croissance économique sont susceptibles de varier considérablement selon le contexte national. Parmi les facteurs importants d'influence figurent la densité de la population, le degré d'ouverture et l'orientation des échanges de l'économie, et la nature et le rôle du secteur agricole et de la base de ressources naturelles. Toutefois, l'élément qui semble, pour les rédacteurs du rapport de l'ONU de 1993 qui synthétisent les résultats de la recherche démo-économique des 15 années précédentes<sup>74</sup>, le plus important de tous, pourrait être la capacité des conditions et des institutions locales à conduire à une allocation des ressources économiques à travers les mécanismes néo-classiques de marché.

Dans un deuxième temps, il est remarquable qu'aucun des résultats de la recherche démo-économique n'ait pu contredire ni ne peut irrévocablement démontrer que, dans les pays à faible revenu avec des retards importants dans le développement humain, les niveaux de vie et l'infrastructure, une croissance démographique supérieure à 2 pour cent annuels soit l'un des facteurs structurels qui inhibent l'achèvement d'un grand nombre d'objectifs du développement. Simultanément, dans de nombreux pays et dans de nombreuses circonstances, les implications de long terme de la croissance démographique rapide, en particulier à travers les pressions exercées sur les ressources naturelles renouvelables, semblent assez sévères.

Ces pressions sur l'environnement impliquées par l'accroissement démographique sont toutefois compensées par d'autres facteurs tels que les ajustements institutionnels ou technologiques, les réductions de fécondité ou les migrations. Malgré tout, le caractère cumulatif de ces déprédations incite à supposer que la longueur des délais de réduction de la fécondité pourrait avoir des implications plus ou moins sérieuses sur les potentiels de ressources renouvelables. Ce n'est pourtant que dans le cas d'un pays dont l'économie est fortement dépendante de ces ressources naturelles que ce type d'externalités négatives liées à la forte fécondité auront réellement une importance quantitative significative<sup>75</sup>.

La croissance rapide de la force de travail peut tout de même devenir une source de pression pour les économies faiblement dotées en capital. De plus, la lenteur des progrès technologiques et éducatifs, dont la forte croissance démographique est un facteur explicatif, ne permettent pas à la force de travail d'accéder à des niveaux de productivité et de revenus suffisants pour limiter l'incidence de la pauvreté. Des investissements massifs sont donc à effectuer dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que dans la constitution de potentiels productifs. Ces différents points d'accord n'impliquent pas nécessairement qu'une accélération de la transition vers des accroissements plus faibles résolve par elle-même tous les problèmes de développement. Au mieux, ces politiques démographiques ne pourraient être efficaces que dans le long terme, et d'une efficacité en outre toute relative<sup>76</sup>.

Ces dernières réflexions ouvrent justement la voie à une nouvelle perspective sur la problématique des conséquences économiques de la croissance démographique, en fait très liée à la perspective révisionniste dont nous venons de présenter les résultats les plus significatifs, et qu'elle prolonge en la soumettant à de nouvelles hypothèses et à de nouveaux objectifs privilégiés.

## **5. Le nouveau consensus des années 1990**

Les recherches postérieures à 1986 n'ont donc fait que prolonger les résultats révisionnistes tout en les replaçant dans un contexte de légitimité de l'intervention publique en terme de politique démographique et de contrôle de la fécondité. Les résultats nouveaux viennent confirmer ou qualifier les résultats déjà réunis en 1986. Ainsi, le rapport de l'ONU de 1993<sup>77</sup> résume ces différentes évolutions. Cette étude (survey) a ainsi pu identifier un certain nombre de domaines dans lesquels la recherche récente a pu fournir des vérifications approfondies de l'impact négatif de la croissance démographique sur le développement économique. Les domaines dans lesquels ces effets négatifs semblent les plus importants sont essentiellement l'absorption plus faible d'une main-d'oeuvre croissante dans les secteurs à forte productivité, et les effets négatifs au niveau des ménages et du bien-être des enfants et de la formation de capital humain. Les auteurs de cette synthèse (Mackellar et Rameshwar) nuancent cependant ce constat en précisant que des recherches récentes ont démontré que les magnitudes de ces effets négatifs

<sup>74</sup> United Nations [1993 : 23].

<sup>75</sup> Lee, Miller [1991].

<sup>76</sup> U.N.[1993 : 40-41].

<sup>77</sup> U.N. [1993: 36-37].



apparaissaient toutefois modestes et que leurs impacts dans le long terme n'étaient pas encore identifiés<sup>78</sup>. De la même façon, les effets des pressions exercées par la forte croissance démographique sur les ressources nationales pour la santé et l'éducation n'ont pu être encore identifiés.

Simultanément, les recherches effectuées dans les domaines de l'épargne et de l'investissement ne sont toujours pas parvenues à des résultats pertinents, et les domaines des économies d'échelle et des progrès techniques et institutionnels induits ont été encore peu explorés. Des analyses récentes ont pu suggérer que des déséconomies externes importantes dues à la forte fécondité (et au coût d'éducation des enfants) peuvent se manifester dans des situations caractérisées par des ressources naturelles communes, alors qu'elles restent très faibles dans les autres régions en développement (la majorité).

Au total, les recherches récentes recensées par ce survey de l'ONU n'ont pas contribué à apporter des modifications importantes aux conclusions du rapport de la NAS de 1986 : (i) La croissance démographique rapide a sans doute un effet négatif sur le développement dans de nombreux pays en développement. La plupart des travaux sont conduits à identifier des effets négatifs surtout au niveau de l'emploi et de l'éducation<sup>79</sup> ; (ii) Ce rôle est pourtant difficile à quantifier du fait de la complexité et de la multiplicité des relations impliquées et de la variabilité des circonstances locales ; (iii) Cependant, comme il existe des possibilités de réponse individuelle, sociale et institutionnelle, d'adaptation et de substitution, l'effet net de la croissance démographique sur le développement est sans doute modeste. Ce troisième point n'est pourtant encore qu'une hypothèse fragile.

Les économistes ne semblent donc pas, en 1993, être en mesure de répondre de façon satisfaisante au problème de l'évaluation de l'effet négatif de la forte croissance démographique pour le développement<sup>80</sup>. C'est dans le cadre de cette relative méconnaissance que nous situons notre étude dont le projet est de parvenir à certains résultats quantitatifs et qualitatifs intéressants, sur la base d'une approche essentiellement macro-statistique et économétrique.

Certains auteurs voient cependant se dessiner une nouvelle perspective sur les problèmes démographiques à partir de 1990. Le révisionnisme des années quatre-vingt s'était imposé comme une perspective neutraliste et libérale sur les problèmes démographiques, la relativisation des conséquences économiques des dynamiques démographiques

conduisant à l'adoption d'une position non interventionniste concernant les variables démographiques stratégiques<sup>81</sup>, les institutions américaines se retirant de la scène de la politique démographique sur laquelle elles s'étaient bruyamment hissées et hégémoniquement imposées pendant toute la période précédente.

Le retour à un nouveau consensus semblerait pourtant caractériser les années quatre-vingt-dix puisque Cassen<sup>82</sup> identifie, dans un certain nombre de travaux récents, une perception nouvelle des conséquences de la croissance démographique, moins neutraliste et insistant sur un certain nombre de mécanismes négatifs. Dans un premier temps, la forte croissance démographique a ainsi, à moyen terme, et sous des conditions de forte fécondité, des effets négatifs évidents aux niveaux des individus et des ménages, particulièrement sur la santé et les opportunités économiques des femmes et des jeunes. Dans un deuxième temps, la forte croissance démographique constitue également une contrainte importante pour la provision de services publics adéquats en éducation et santé, et diminue l'assurance d'opportunités d'emplois pour une force de travail croissante. De façon à alléger ces pressions qui exacerberont les problèmes dans le long terme, il est nécessaire d'agir rapidement sur les problèmes de population<sup>83</sup>. Nous retrouvons donc bien dans ces arguments une partie des résultats synthétisés par McKellar et Rameshwar dans le survey de l'ONU (1993) précédemment évoqué.

L'originalité de Cassen et d'une partie des contributeurs à cet ouvrage collectif réside dans le fait que l'existence de tels effets négatifs, identifiables essentiellement au niveau micro-économique, conduit ces auteurs à considérer que l'intervention politique dans les dynamiques démographiques des pays en développement est à nouveau légitimée par une série d'arguments qui intègrent toutes les critiques précédemment opposées, en particulier par les analyses révisionnistes, à ces justifications jusque-là typiquement orthodoxes. Ainsi, Cassen abandonne la rationalité macro-économique traditionnelle en faveur de la politique démographique, et rejoint la perspective révisionniste lorsqu'il affirme «les preuves empiriques disponibles ne montrent pas clairement que la croissance démographique exerce une influence négative sur le développement»<sup>84</sup>.

<sup>81</sup> Eberstadt [1995].

<sup>82</sup> Cassen et al. [1994].

<sup>83</sup> Cassen, Bates [1994 : 1-2].

<sup>84</sup> «the available evidence from empirical studies does not clearly show that population growth exerts a negative influence on development». Cassen et al. [1994 : 2]. Cassen revient d'ailleurs sur cet argument à la page 15 de Cassen, Bates

<sup>78</sup> U.N. [1993 : 36].

<sup>79</sup> U.N. [1993 : 7].

<sup>80</sup> U.N. [1993 : 6].

Cassen se sert donc de la critique révisionniste radicale des analyses orthodoxes pour justifier un retour, sur des bases théoriques plus micro-économiques, à des positions interventionnistes concernant les dynamiques démographiques. Cette nouvelle primauté de la perspective microéconomique sur les problèmes démo-économiques, née des leçons de l'échec supposé des perspectives macroéconomiques, conduit à des justifications microéconomiques de l'intervention publique sur la population, et à ce que «les arguments macroéconomiques occupent désormais une place en retrait dans le débat sur la population et le développement»<sup>85</sup>.

Remarquons que les arguments microéconomiques, qui conduisent à la mise en évidence de conséquences économiques négatives de la croissance démographique rapide, s'appuient généralement sur la notion d'externalité économique, notamment sous la forme par exemple de différences entre coûts privés et sociaux de naissances supplémentaires. Ils ne sont pas invoqués par le nouveau consensus, et font même l'objet d'une évaluation critique, puisque leur portée dans les problèmes couramment invoqués de dégradation environnementale sont largement dépendants des modes de réponses et d'ajustement individuellement et socialement variables. L'argument fréquemment invoqué par les travaux révisionnistes selon lequel les externalités alimentent la mécanique des effets négatifs de la croissance démographique et de la forte fécondité doit être relativisé, à la fois d'un point de vue théorique, et d'un point de vue empirique, puisque certaines études<sup>86</sup> ont précisément montré que, même si de telles externalités négatives peuvent exister, les différences entre coûts sociaux et individuels de la forte fécondité apparaissent minimales dans des sociétés comme le Bangladesh ou le Kenya.

D'autres études ont encore permis de replacer les enjeux des externalités dans des domaines appropriés. Ainsi, les domaines dans lesquels de fortes externalités négatives avaient été pronostiquées<sup>87</sup> se révèlent peu sensibles à ces mécanismes, alors que les externalités qui se manifestent dans les domaines de la provision de services publics, tels que l'éducation, la santé ou la défense, peuvent être compensées par des systèmes de taxes<sup>88</sup>. En fait, les calculs d'estimation

des externalités négatives liées à la forte fécondité effectués par Lee<sup>89</sup> lui ont permis de parvenir à la conclusion que des externalités négatives fortes n'apparaissent que dans le cas de pays pour lesquels les ressources minérales ou les ressources en terres sont importantes dans le revenu national. L'inclusion, dans les calculs d'estimations, de prélèvements sur les ressources naturelles dont la quantité est fixée, conduit, par un mécanisme proche des rendements marginaux décroissants, à une surestimation des externalités négatives de la population croissante.

Le consensus qui semble caractériser les années quatre-vingt-dix, tel qu'il émane des débats et des travaux de la Conférence mondiale sur la population et le développement du Caire de 1994, s'organise donc autour de plusieurs traits caractéristiques, fédérés par l'idée dominante selon laquelle la croissance démographique est un obstacle majeur à un développement soutenu<sup>90</sup>. La différence avec le discours antipopulationniste qui domina pendant des années le champ de la recherche et de la politique démo-économique, et tel qu'il était fondé par les analyses orthodoxes, est fondamentale. Elle tient à ce que ce nouveau consensus autour de la nécessité de stabiliser la population mondiale se base sur des travaux et des perspectives beaucoup plus respectueuses des problèmes microéconomiques, liés aux discriminations et aux rapports de pouvoir selon les genres, à la santé reproductive des femmes et aux droits à la procréation. Cette nuanciation est explicitement formulée dans la proposition préparatoire de plan d'action rédigée avant la conférence de 1994 : «(...) réduire les disparités dans les rythmes de croissance nationaux et régionaux de la population et parvenir à stabiliser aussitôt que possible la population mondiale, tout en respectant complètement les droits individuels, les aspirations et les responsabilités, de façon à créer les conditions d'un développement soutenable aux niveaux communautaire, national et global»<sup>91</sup>.

Cette nouvelle perspective consensuelle, dont les implications sont directement orientées vers l'intervention politique, affirme que les programmes qui ne sont définis que par des motifs et objectifs démographiques, et dont l'intention est d'agir directement sur la fécondité, sont de façon inhérente coercitifs et abusent du droit des femmes à choisir le nombre et l'espacement des naissances de leurs enfants. De tels programmes devraient donc être remplacés par d'autres qui soient en mesure de renforcer le pouvoir des femmes en élevant leurs

[1994].

<sup>85</sup> «(The) macroeconomic arguments now take a back seat in the debate about population and development» Cassen, Bates [1994: 16].

<sup>86</sup> Voir notamment Lee, Miller [1991 : 275-304].

<sup>87</sup> Notamment dans les domaines du soutien aux personnes âgées et des systèmes de sécurité sociale ; voir à ce sujet Srinivasan [1988 : 11-17].

<sup>88</sup> Srinivasan [1988].

<sup>89</sup> Lee, Miller [1990 : 295].

<sup>90</sup> Amalric, Banuri [1994 : 691].

<sup>91</sup> United Nations [1994 : 50].

niveaux d'éducation, en leur permettant d'accéder à des emplois satisfaisants, en clarifiant et en mettant en valeur leurs responsabilités domestiques et en élevant leur statut dans la famille et la communauté<sup>92</sup>. Les politiques de planning familial doivent donc être mises au service d'un programme compréhensif de services visant à améliorer le bien-être de certains groupes de population vulnérables, et être simultanément stratégiques du point de vue des dynamiques démographiques.

Au delà de ces implications politiques, le point de convergence et de consensus essentiel qui semble apparaître au cours de ces années quatre-vingt dix — particulièrement visible autant dans les ouvrages dirigés par Cassen en 1994 que dans les débats et les conclusions de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire —, est que l'attention des milieux de la recherche et de l'action politique, ainsi que des groupes de pression, semble s'être éloignée de la perception traditionnelle de la population comme un problème macroéconomique<sup>93</sup>, et rapprochée d'une perception plus microéconomique des problèmes de population<sup>94</sup>.

Les pertinences comparées de ces deux perspectives doivent toutefois être questionnées. McIntosh et Finkle remarquent, de façon très juste<sup>95</sup>, qu'une politique démographique nuancée et précautionneuse, qui se donne comme objectif prioritaire de réduire les taux de croissance démographique là où ils restent élevés, devrait renforcer les efforts parallèlement réalisés par ces pays pour réduire la pauvreté. Une politique de population qui ignorerait le facteur démographique comme un phénomène agrégé, et qui regarderait la baisse de la fécondité comme un objectif secondaire par rapport aux autres, serait moins susceptible d'aider et de contribuer au processus de développement. Ces qualifications en termes de politique démographique ne sont bien évidemment que le reflet des qualifications très proches qu'il serait possible d'émettre au sujet des différentes approches et perspectives théoriques ou idéologiques qui fondent l'action.

Deux perspectives divergentes et complémentaires ont ainsi pu être identifiées<sup>96</sup> autour des analyses les plus récentes du lien entre croissance démographique et développement, et de la synthèse que constitue la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire de 1994. Ces deux perspectives semblant en mesure de résumer le spectre, finalement assez homogène, des diverses positions

contemporaines autour de la problématique du lien entre croissance démographique et développement.

La première, une branche de la théorie de la modernisation, affirme que la croissance démographique est un problème à tous les niveaux d'agrégation. Au niveau local, le problème est défini, comme il l'est par les analyses qui alimentent le nouveau consensus des années quatre-vingt-dix, en termes de santé des femmes et des enfants, de capacités parentales à pourvoir aux besoins de base de leur progéniture, et, point relativisé par l'ouvrage collectif édité par Cassen, en terme d'externalités. Au niveau national, le problème se pose plus en termes de liaison macroéconomique entre accroissement démographique et développement économique, avec des focalisations particulières sur les conséquences sur la formation de capital, l'emploi et la capacité des états à pourvoir en services public (éducation, santé et infrastructures) une population croissante. Or, nous retrouvons là les points problématiques sur lesquels insistaient les analyses révisionnistes, tout en en relativisant la portée empirique. Au niveau global, enfin, les effets intéressants se manifestent essentiellement en terme de liens entre la croissance démographique et les problèmes environnementaux globaux. Ce dernier point est largement sujet à caution puisque le lien entre accroissement démographique rapide et problèmes naturels globaux (réchauffement, couche d'ozone, etc.) n'a jamais été ni démontré ni mesuré<sup>97</sup>.

Cette première perspective, telle que Amalric et Baduri l'identifient, ne nous semble pourtant ni cohérente ni homogène, car elle rassemble des travaux strictement révisionnistes (aux niveaux micro et macro) et des travaux qui s'inscrivent plus dans le nouveau cadre de consensus tel que le définit plus particulièrement Cassen — c'est-à-dire un environnement théorique largement dominé par des analyses microéconomiques et par la condamnation de la portée analytique et empirique de toute analyse macro-économique des conséquences de la croissance démographique. Or, nous avons pu remarquer, à la suite de McIntosh et Finkle, que cette condamnation de la dimension macroéconomique du problème des interactions démo-économiques, de la même façon qu'elle est susceptible de conduire les politiques démographique et économique à une moindre efficacité, est supposée introduire un biais restrictif trop important dans le cadre de l'analyse démo-économique. Partant, elle peut conduire à des résultats trop partiels en ne prenant pas en considération les interrelations réelles qui gouvernent, au niveau agrégé, les

<sup>92</sup> McIntosh, Finkle [1995 : 227].

<sup>93</sup> C'est aussi l'idée de McIntosh, Finkle [1995 : 227].

<sup>94</sup> Cassen et al [1994].

<sup>95</sup> McIntosh, Finkle [1995 : 251].

<sup>96</sup> Amalric, Banuri [1994 : 691-92].

<sup>97</sup> Pour une critique, parmi d'autres, de ces arguments globaux conduisant au diagnostic de la surpopulation mondiale, voir Le Bras [1994 : 57-115].

mécanismes des conséquences économiques de la forte croissance démographique.

De plus, les analyses environnementales invocables pour élargir le champ de pertinence au niveau international ne peuvent faire partie d'une classification ordonnant des analyses et des résultats rigoureux et robustes. Sur un plan plus général, et si l'on fait abstraction de ces limites, cette première perspective semble supposer qu'existent des intérêts compatibles, sinon harmonieux, entre tous les acteurs et entre tous les niveaux d'agrégation.

La seconde perspective insiste plus, par contraste, sur l'existence d'un conflit entre intérêts aux différents niveaux d'agrégation. Elle nie l'existence de tout problème démographique au niveau local et micro, et insiste plutôt sur le conflit potentiel qui existe entre les priorités nationales et les objectifs locaux. Les possibilités d'action politique agrégée sur la population et l'économie semblent donc bornées et contraintes par les mécanismes d'externalités qui, sur la base de la non perception au niveau privé des conséquences sociale de l'agrégation de certains comportements démographiques (forte fécondité) ou économique (prélèvements sur les ressources naturelles) conduit à la reproduction rationnelle et pérenne de ces comportements. Cette perception de la réalité démo-économique nie donc toute possibilité de signal appréhendable au niveau privé, et susceptibles d'inciter à la modification de certains comportements. Au-delà, il est impossible de définir de façon adéquate les conséquences de la croissance démographique au niveau national. Toute solution politique au problème démographique est donc invalidée par cette double impossibilité micro-macro<sup>98</sup>.

Bien que cette position soit extrême, ses forces sont évidentes puisqu'elle affirme et pose en principe ce qui ne constitue qu'un horizon épistémologique ou une limite heuristique à la plupart des travaux sur la question, en même temps qu'elle emprunte des mécanismes dont le raffinement théorique est indéniable. En ce qu'il suscite l'inaction politique directe, en démontrant que les effets macroéconomiques de la croissance démographique sont difficilement saisissables, et donc que l'on ne peut pas agir dessus en toute connaissance de cause, cet argument se situe toutefois dans la logique révisionniste. Simultanément, en niant que puisse exister un quelconque problème de population au niveau microéconomique, cette perspective s'oppose à celle qui fonde le nouveau consensus «à la» Cassen, puisqu'elle suppose la toute puissance de mécanismes d'externalités négatives, mécanismes dont la pertinence théorique et empirique est justement discutée dans une

contribution importante<sup>99</sup> de l'ouvrage dirigé par ce dernier. Le problème revient alors à celui, purement politique et institutionnel, de la définition de modes de gouvernance locaux ou/et nationaux permettant d'agir avec le maximum d'information sur les situations de base et les adaptations. Nous ne nous étendons donc sur cette perspective qu'en ce qu'elle nous permet de poser les limites de ces analyses. Il n'existe pas de problème de population ou on ne peut le saisir lorsqu'il existe.

Au delà, il nous semble à la fois incorrect, ou tout au moins abusif, d'affirmer que la recherche macro-statistique n'a pu aboutir à aucun résultat intéressant quant à l'identification de tendances, de faits stylisés ou de spécificités spatiales ou temporelles concernant le lien entre croissance démographique et développement. Un ensemble de travaux sont précisément venus récemment enrichir le corpus, déjà constitué depuis la fin des années soixante, des analyses macro-statistiques de la liaison entre ces deux dynamiques imbriquées.

Une fois tracés les traits généraux de l'évolution des analyses des conséquences de la croissance démographique rapide, nous devons nous interroger sur les raisons et les facteurs explicatifs de cette évolution. Ils relèvent à la fois de l'influence des faits comme nous avons pu le monter à plusieurs reprises dans les développements précédents, des progrès simultanés de l'analyse économique large et de la théorie du développement, et de facteurs plus politiques ou idéologiques. Les arrière-plans idéologique et politique de ce débat sont en effets déterminants.

## 6. *Les faits, l'environnement politique et leur influence sur la théorie*

Remarquons au préalable que ce troisième ensemble de facteurs, bien qu'externes et plus politico-idéologiques, a vraisemblablement eu une importance déterminante dans le processus de formation des théories modernes du déséquilibre démo-économique<sup>100</sup>. Or, cette importance est généralement sous-estimée par les économistes. Elle ne peut cependant pas être écartée car la population étant une variable dont la dimension politique est évidente<sup>101</sup>, les réactions occidentales aux

<sup>99</sup> Celle de Panayotou, in Cassen et al [1994 : 150; 176].

<sup>100</sup> A ce sujet, voir notamment Hodgson [1988]; Le Bras [1994]; Finkle, Crane [1975 ; 1985], McIntosh, Finkle [1995].

<sup>101</sup> Voir, en particulier, Demeny [1988 : 452]; Hodgson [1983 : 2 ; 1988 : 555-57]; ainsi que l'abondante littérature américaine sur ce thème de la dimension politique des problèmes de population.

<sup>98</sup> Amalric, Banuri [1994 : 692].

évolutions démographiques enregistrées dans les pays en développement aux lendemains de la décolonisation, ont pu influencer sur la production théorique. D'autant plus que la recherche démographique appliquée aux pays pauvres fut largement financée par des fonds publics et privés<sup>102</sup>, et était, à cette époque, quasi-exclusivement le privilège de la communauté scientifique américaine. Les paramètres et donc les résultats de ces travaux étaient ainsi, par défaut, acceptés comme tels, sans possibilité de riposte théorique pour les pays en développement<sup>103</sup>. Le seul champ de contestation, et non de réfutation, de ces analyses, de leurs méthodes et de leurs résultats, était politique et idéologique<sup>104</sup>.

Pourtant, le contenu analytique de cette recherche démographique opérationnelle américaine des années soixante s'est inévitablement affaibli, d'abord à cause des hypothèses «*ceteris paribus*» massives qui lui sont sous-jacentes, et ensuite par le caractère souvent tautologique de ses conclusions<sup>105</sup>. Dès lors, la réfutation a progressivement pris la place de la contestation.

Dans le contexte politique de la guerre froide, l'expansion démographique rapide de nombreux pays nouvellement indépendants, était perçue comme un obstacle à la modernisation économique et un facteur de déstabilisation politique interne (menace communiste), puis mondiale (menace sur les niveaux de vie)<sup>106</sup>. La concurrence du modèle de développement et de croissance socialiste et l'attrait véritable du système politique soviétique empêchant toute recommandation de type développementaliste, les démographes américains se concentrèrent presque intégralement sur la solution démographique, cherchant à en démontrer l'urgence et la nécessité<sup>107</sup>. Les financements importants affectés aux USA à la recherche démographique, pourvu que les conclusions des travaux aillent dans le sens des intérêts américains pour les politiques de contrôle démographique, amenèrent celle-ci à se soumettre à la finalité antinataliste<sup>108</sup>. L'emprise des travaux antipopulationnistes, soutenue par la persistance apparente des fortes croissances démographiques tendant à en justifier les conclusions, se diffuse alors également hors du champs purement universitaire.

Le consensus des années soixante était basé sur la reconnaissance des effets bénéfiques pour les

individus, en termes de santé et de bien-être public, des politiques de contrôle démographique, ainsi que sur la justification du développement de l'accès à des méthodes saines et efficaces de contraception par la rhétorique des droits de l'homme<sup>109</sup>. Mais, les arguments justificateurs les plus importants étaient tout de même que la forte croissance démographique constituait un obstacle de taille à l'accumulation du capital physique, et donc à la croissance et au développement, et que la force de travail en croissance rapide ne pouvait être absorbée intégralement par le système économique, cette carence conduisant à du sous-emploi et à un creusement des inégalités.

Le problème de la population s'institue alors en un véritable problème public dont la presse se fait largement l'écho<sup>110</sup>. Le problème se déplace également sur la scène des relations internationales au cours des conférences mondiales sur la population de 1964 et 1974, donnant lieu à des débats importants entre antipopulationnistes, défenseurs de la solution démographique, et développementalistes, revendiquant un nouvel ordre économique et politique mondial, et englobant le problème démographique dans la problématique plus large de la domination et de la dépendance<sup>111</sup>.

Après le quasi statu-quo entre les positions antipopulationniste et développementaliste institué par le Plan d'Action Final de la conférence mondiale de 1974, considérant que le développement et le contrôle démographique devaient aller de pair, la position orthodoxe perd progressivement sa situation dominante. La constatation de faits nouveaux et encourageants (révolution verte en Asie, tendances démographiques et économiques favorables), conjuguée avec un relâchement de la tension dans les relations internationales et à d'importantes réorientations des fonds de financement de la recherche démo-économique se recentrant sur des problématiques moins idéologiques, contribuèrent à accélérer la réfutation des positions strictement antipopulationnistes en même temps qu'ils en favorisèrent la diffusion de leurs toujours plus nombreuses critiques<sup>112</sup>. C'est donc dans ce cadre idéologique que se constitue la nouvelle perspective révisionniste.

C'est paradoxalement dans un contexte de reconnaissance — assez consensuelle dans les rangs

<sup>102</sup> Hodgson [1988 : 551-53].

<sup>103</sup> Demeny [1988 : 466].

<sup>104</sup> Notamment au cours des Conférences mondiales sur la population.

<sup>105</sup> Demeny [1988 : 452].

<sup>106</sup> Hodgson [1988 : 547-48].

<sup>107</sup> Hodgson [1988 : 551].

<sup>108</sup> Hodgson [1988 : 554].

<sup>109</sup> U.N. [1993: 38].

<sup>110</sup> Voir en particulier Wilmoth, Ball [1992] ; Hodgson [1988 : 554; 1983].

<sup>111</sup> Hodgson [1988: 556-557] ; Finkle, Crane [1985 : 1-3].

<sup>112</sup> Hodgson [1988 : 557]. Remarquons avec Hodgson [1988: 560] que les tendances empiriques pouvaient être interprétées dans le sens des thèses de la théorie orthodoxe ; c'est ce que fait Coale, dans l'ouvrage résolument orthodoxe dirigé par Menken. Menken [1986 : 98-99].

des pays en développement<sup>113</sup> —, de la nécessité et de la pertinence des actions de contrôle de la fécondité<sup>114</sup>, que la «prise de pouvoir» de la position révisionniste dans le champ de la recherche démo-économique est officialisée, notamment par déclaration de la délégation américaine à la conférence mondiale sur la population de Mexico, en 1984 : «(...) la croissance de la population est, en elle-même, un phénomène neutre. Elle n'est ni nécessairement bonne, ni nécessairement mauvaise»<sup>115</sup>.

Bien que la crainte de la surpopulation se soit considérablement atténuée, les politiques de contrôle démographique sont désormais considérées par les gouvernements des pays en développement comme un instrument d'action stratégique dans la définition de leurs politiques globales de développement. Simultanément et assez paradoxalement, la recherche démo-économique, américaine en particulier, oriente de moins en moins ses analyses vers la recherche de justifications de l'intervention publique dans le domaine démographique.

Cette évolution se retrouve bien évidemment, et comme nous l'avons déjà souligné précédemment, dans des contributions théoriques importantes, telles que le rapport du Groupe de travail sur la population et le développement économique de la National Academy of Sciences. L'édition de 1986<sup>116</sup> est largement dominée par le point de vue révisionniste<sup>117</sup>, alors que le précédent rapport du groupe de travail, édité en 1971, s'inscrivait de façon évidente dans la perspective orthodoxe<sup>118</sup>. Cependant, le déplacement vers des perspectives plus neutralistes sur la population n'est pas uniforme et certaines institutions, et non des moindres, restent encore sur la défensive. Tel est le cas de la Banque mondiale qui, dans son rapport annuel sur le développement dans le monde de 1984<sup>119</sup>, largement consacré aux problèmes démographiques, choisit d'adopter une position orthodoxe «sophistiquée

et modérée», avec cependant des arrière-fonds développementalistes. Clark parla d'ailleurs à ce sujet de «malthusianisme en retrait»<sup>120</sup>.

Il en est de même pour le rapport de l'ONU sur la population et le développement qui, en 1993, fait une présentation «en retrait» des travaux révisionnistes : «Malgré les pressions évidentes que fait peser la croissance démographique rapide sur les ressources naturelles et les services sociaux dans beaucoup de pays en développement, de nombreux économistes adoptent une position plutôt «agnostique» au sujet des relations entre la croissance démographique et le développement. Beaucoup n'ont pas accordé à la population l'attention qu'elle mérite. Certains la considèrent même comme un élément «neutre» ou sans importance»<sup>121</sup>.

Le contexte institutionnel et politique, pas plus que les évolutions démographiques, ne suffisent bien évidemment à expliquer, à eux seuls<sup>122</sup>, la progression des théories que l'explication des faits nouveaux suscite<sup>123</sup>. Toutefois, bien que les aspects théoriques du problème nous importent plus, dans cette étude, que le contexte dans lequel se forment les notions impliquées, ce dernier facteur explicatif ne doit pas être occulté, car toute production intellectuelle s'inscrit dans un environnement qui peut la conditionner de la même façon qu'elle même peut contribuer à le façonner.

La population étant une variable importante du processus de développement, elle doit être intégrée aux théories du développement. Réciproquement, les travaux démographiques doivent prendre en compte le contexte et la contrainte du développement. Ainsi, le corps des analyses démo-économiques s'est progressivement constitué, à la fois sur la base de la réalité observable dans les pays en développement dans leurs particularités par rapport à l'expérience historique (transition démographique et développement économique simultanés) des pays aujourd'hui industrialisés, et sous l'influence de conditionnements théoriques hérités à la fois de l'économie politique

<sup>113</sup> Voir en particulier Nortman [1985: 8].

<sup>114</sup> «Dans de nombreux pays, les perceptions politiques des conséquences de la croissance rapide de la population changent. Le sommet du mouvement des Non Alignés à Jakarta a insisté, dans son communiqué final, sur le fait que la population était susceptible d'exacerber les problèmes liés au développement socio-économique». «And in many countries, policy makers' perceptions of the impact of rapid population are changing. The August 1992 Summit Meeting of the Non-Aligned Movement in Jakarta emphasized in its final communiqué that population growth exacerbates problems of socio-economic development». U.N [1993: 6].

<sup>115</sup> «Population growth is, of itself, a neutral phenomenon. It is not necessarily good or ill». United States [1984: 574-579].

<sup>116</sup> NAS-NRC [1986].

<sup>117</sup> Kelley [1986: 563-568].

<sup>118</sup> NAS [1971].

<sup>119</sup> World Bank [1985].

<sup>120</sup> «Malthusianism in retreat». Clark [1985: 120].

<sup>121</sup> «Despite the evident strains that rapid population growth is putting on natural resources and social services in many developing countries, many economists take an "agnostic" position regarding the relationship between population growth and economic development. Many have not given population the attention it deserves. Some even consider it "neutral" or unimportant». U.N [1993].

<sup>122</sup> Et très souvent aussi, du moins pour les premières périodes, des conditionnements idéologiques et politiques; voir à ce sujet Kasun, Bachbach, Menken, Finkle, Crane, etc.

<sup>123</sup> Bien que certains auteurs puissent considérer que les changements successifs dans l'attitude des gouvernements puissent être moins basés sur une réelle meilleure compréhension des mécanismes démographiques que sur des extrapolations statistiques des différentes composantes de la croissance démographique; Grebenik [1989: 13].

classique, et du double mouvement simultané, de la macro-économie contemporaine, et des théories du développement et de la croissance propres aux pays en développement.

A l'issue de ce panorama de l'évolution des théories, des perspectives démo-économiques et des hypothèses politico-idéologiques qui leur sont sous-jacentes, il est nécessaire de synthétiser les principales étapes de ce processus de formation d'un champ de recherche.

## 7. *Bilan et synthèse*

Il est donc possible de schématiser les traits caractéristiques des principales étapes ou, moins historiquement, des principales perspectives théoriques sur le problème des conséquences économiques de la croissance démographique. A la lumière de cette présentation articulée des différentes perspectives sur la problématique démo-économique qui se sont succédées en même temps qu'elles se sont chevauchées et survécues, il est possible d'identifier une tendance générale à la nuanciation et à la relativisation des effets économiques de la forte croissance démographique.

La période orthodoxe correspondrait donc à une exception, d'une taille certaine, à la dynamique générale de mise en perspective des interactions démo-économiques. La force du corpus orthodoxe a résidé dans ses fondements théoriques forts, à savoir les modèles de croissance de type Harrod-Domar et Solow, qui ont conduit aux modèles de développement basés sur l'accumulation de capital physique, et sur le principe élargi des rendements décroissants, mais également dans sa perspective de court terme qui est séduisante pour la définition de l'action politique.

L'inventaire des nombreuses analyses empiriques ayant commencé à se développer à partir de la fin des années 1960 a pu conduire à une prise de conscience simultanée des limites de la perspective orthodoxe, largement théorique et simplifiante, et de la nécessité de revenir à des interprétations plus nuancées du rôle de la population dans le développement. Il est alors tentant de rejoindre l'argument surprenant de Kelley et Schmidt<sup>124</sup> selon lequel la plupart des économistes qui se sont spécialisés dans les problèmes de population ont finalement adopté une position balancée et distinctement non-alarmiste quant aux conséquences économiques de la croissance démographique. L'explication est simple. Alors que beaucoup tendraient à supposer qu'une croissance démographique ralentie constituerait un avantage en termes de potentiel de croissance du niveau de vie par tête, spécialement dans les pays pauvres qui

connaissent des taux de fécondité et de mortalité élevés, ils ne disposent que de peu de preuves empiriques pour justifier la conclusion orthodoxe selon laquelle l'impact négatif est en moyenne très important. Au contraire, beaucoup de résultats tendraient même à prouver que certains des effets traditionnellement négatifs sont faibles ou atténués dans le temps<sup>125</sup>. Les politiques démographiques doivent donc naturellement être replacées au second plan, ou tout au moins être considérées comme une voie d'action parmi d'autres en faveur du développement économique. Les gains des politiques purement démographiques sont ainsi probablement potentiellement modestes en comparaison avec d'autres politiques orientées vers l'accroissement direct des niveaux de vie des plus pauvres<sup>126</sup>.

C'est en fait la sédimentation de résultats plus ou moins convergents ou contradictoires dans ce domaine de recherche qui a pu conduire à ce que l'hypothèse malthusienne d'une relation négative dans le long terme entre la croissance démographique rapide et l'évolution des niveaux de vie ait pu être sérieusement mise en doute. L'articulation de ces

<sup>124</sup> Kelley et Schmidt [1995: 2-3].

<sup>125</sup> Kelley et Schmidt [1995: 3].

<sup>126</sup> Kelley et Schmidt [1995: 3].

**Tableau 3 : Evolution des problématiques de la recherche sur les conséquences économiques de la croissance démographique et sur leur lien avec la politique de population**

	Niveau désagrégé (micro)	Niveau agrégé (macro)	Bilan/politique
<b>Historique -TD</b> Des années 40 au début des 50	Prise en compte des déterminants de la fécondité et de la mortalité	Processus d'ajustement dynamique démo-économique dans lequel s'inscrivent des phases de corrélation positives et négatives	Processus historiques phasiques déterministes → pas de politique démographique, sinon d'accompagnement
<b>Orthodoxie</b> Des années 50 à la fin des 70	Analyses micro des déterminants de la fécondité, de l'épargne et de l'accumulation	Effets négatifs sur accumulation, emploi et ressources naturelles	Effets négatifs → politique antinataliste justifiée
<b>Révisionnisme</b> Années 80	Existence d'effets négatifs micro (externalités...)	Effets négatifs agrégés relativisés (épargne et ressources naturelles) ou maintenus (travail) prise en compte de la complexité (analyses thématiques partielles et interactions)	Neutralité apparente de la croissance démographique → pas de politique de population qui soit justifiée
<b>Nouveau consensus</b> Années 90	Effets négatifs micro soulignés (femmes, enfants, santé, éducation...)	Effets agrégés éliminés du champ de l'analyse car indirects ou médiatisés	Effets négatifs possibles au niveau micro → politique démographique justifiée et nécessaire

résultats stratégiques peut se résumer de façon assez concise. De nombreux économistes en reconnaissant et prenant en compte les rétroactions positives de long terme qui contrebalancent les effets négatifs de court terme de la croissance démographique, ont insisté sur le rôle des institutions (marchés, états, réglementation, etc.) dans la définition de réponses positives aux raretés induites par la population, et ont intégré le rôle important que peuvent jouer le capital humain et le changement technologique comme sources de la croissance. Les coûts de court terme de la croissance de la population, généralement effectifs et qui peuvent être importants (coût de l'alimentation, de l'éducation d'une naissance supplémentaire), ne sont cependant pas sous-estimés, mais ils sont intégrés dans une perspective plus cohérente de long terme, dans laquelle ils sont compensés par des effets positifs qui se déclarent et se cumulent dans la durée — participation à la force de travail et de production, etc.

La perspective orthodoxe n'est donc qu'une vision tronquée, myope, de la mécanique démo-économique de long terme qui se manifeste tout le long de cycles de vie successifs et superposés. Les analyses révisionnistes, tout comme les travaux plaçant la problématique de la population dans le cadre dynamique de la transition démographique, ont contribué à restituer cette épaisseur temporelle des mécanismes démo-économiques.

### Références bibliographiques

Amalric, F., Banuri, T. 1994. «Population : malady or symptom?», *Third World Quarterly*, vol. 15, n° 4.

Arthur, W.B., McNicoll, G. 1975. «Large-scale simulation models in population and development : what use to planners?», *Population and Development Review*, vol.1.

Bingswanger, H.P., Ruttan, V.W. 1978. *Induced innovation : technology, institutions and development*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Bingswanger, H.P., McIntire, J. 1988. «Behaviorial and material determinants of production relations in land-abundant tropical agriculture», *Economic development and Cultural Change*, vol. 36.

Blanchet, D. 1991. *Modélisation démo-économique; conséquences économiques des évolutions démographiques*, Paris, PUF-INED.

Blanchet, D. 1985. «Croissances économique et démographique dans les pays en développement : indépendance ou interdépendance?», *Population*.

Boserup, E. 1965. *The condition of agricultural progress*, Allen and Unwin.

Cain, M. 1983. «Fertility as an adjustment to risk», *Population and Development review*, vol. 9, n° 4.

Cassen, R. and contributors. 1994. *Population and development: old debates, new conclusions*, New Brunswick, Transaction Publishers.

Cassen, R., Bates, L.M. 1994. *Population policy: a new consensus*, Washington, ODC Policy Essay N°12, Overseas Development Council.

Chesnais, J.-C. 1985. «Progrès économique et transition démographique dans les pays pauvres: 30 ans d'expérience (1950-1980)», *Population*, vol. 40, n° 1.



- Chesnais, J.-C. 1986. *La transition démographique. Etapes, formes et implications économiques*, Paris, PUF-INED.
- Clark, C. 1985. «World Bank's World Development Report 1984 : a review symposium », *Population and Development Review*, vol.11, n° 1.
- Coale, A.J., Hoover, E.M. 1958. *Population growth and economic development in low-income countries*, Princeton, Princeton University Press.
- Davis, K. 1945. «The world demographic transition», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 237.
- Davis, K. 1956. «The unpredicted pattern of population change », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 305.
- Demeny, P. 1988. «Social science and population policy», *Population and Development Review*, vol. 14, n° 3.
- Easterlin, R. 1967. «Effects of population growth on the economic development of developing countries», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 369.
- Eberstadt, N. 1995. A Review Article de, Cassen R. and contributors. 1994. *Population and development: old debates, new conclusions*; New Brunswick, Transaction Publishers; et de Cassen, R. and Bates, L.M. 1994. *Population policy: a new consensus*, Washington, ODC Policy Essay N° 12, *Population and Development Review*, vol. 21.
- Finkle, J.L., Crane B.B. 1975. «The politics of Bucharest : population, development and the new international economic order», *Population and Development Review*, vol. 1, n° 1.
- Finkle, J.L., Crane, B.B. 1985. «Ideology and politics at Mexico city : the United States at the 1984 International Conference on Population», *Population and Development Review*, vol. 11, n° 1.
- Grebenik, E. 1989. « Demography, democracy and demonology », *Population and Development Review*, vol.15, n° 1.
- Hammer, J.S. 1984. *Population growth and savings in less developed countries*, Background paper prepared for the World Development Report 1984, Washington, World Bank.
- Hodgson, D. 1983. «Demography as a social science and policy science», *Population and Development Review*, vol. 9, n° 1.
- Kasun, J. 1988. *The war against population. The economics and ideology of world population control*, San Fransisco, Ignatius Press.
- Kelley, A.C. 1973. «Population growth, the dependency rate, and the pace of economic development», *Population Studies*, vol. 2, n° 73.
- Kelley, A.C. 1986. «National Research Council, *Population growth and economic development: Policy questions; Review Symposium*», *Population and Development Review*, vol. 12, n° 3.
- Kelley, A.C., Schmidt, R.M. 1995a. *Aggregate population and economic growth correlations : the role of the components of demographic change*, Duke University Working Papers.
- Kelley, A.C., Schmidt, R.M. 1995b. *Toward a cure for the myopia and tunnel vision of the population debate : a dose of historical perspective*, Duke University Working Papers; reprinted in Ahlburg, D., Kelley, A.C., Oppenheim, Mason, (Eds). 1996. *The impact of population growth on well-being in developing countries*, Heidelberg, Springer, Population Economics.
- Kirk, D. 1944. «Population changes and the postwar world», *American Sociological Review*, vol. 9, n° 1.
- Kocher, J.E. 1973. *Rural development, income distribution, and fertility decline*, New York, Population Council.
- Kuznets, S. 1965. *Statement by the Moderator, Committee on Demographic Aspects of Economic Growth*, World Population Conference, 1965, Summary Report, vol. 1, New York, United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Kuznets ,S. 1967. «Population and economic growth», *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 111, n° 3.
- Le Bras, H. 1994. *Les limites de la planète ; mythes de la nature et de la population*, Paris, Flammarion.
- Lee, R.D. 1986. «Malthus and Boserup: a dynamic synthesis», in Coleman, D., Schofield, R. *The state of population theory: forward from Malthus*, Oxford, Basil Blackwel.
- Lee, R.D. 1985. «National Research Council, *Population growth and economic development: policy questions. A review article*», *Population and Development Review*, vol. 11, n° 1.
- Lee, R.D., Miller, T. 1991. *Population growth, externalities to childbearing and fertility policy in developping countries*, Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1990, Washington, World Bank.

- Leibenstein, H. 1954. *A theory of economic-demographic development*. Princeton N.J., Princeton University Press.
- Lewis, W.A. 1954. «Economic development with unlimited supplies of labour», *Manchester School of Economic and Social Studies*, vol. 22, n° 2.
- Mason, A. 1987. «National saving rates and population growth: a new model and new evidence», in Johnson and Lee, *Population growth and economic development: issues and evidence*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Mason, A. 1988. «Saving, economic growth, and demographic change», *Population and Development Review*, vol. 14, n° 1.
- McIntosh, C.A., Finkle, J.L. 1995. «The Cairo Conference on Population and Development: a new paradigm?», *Population and Development Review*, vol. 21, n° 2.
- McNicoll, G. 1995. *On population growth and revisionism: further questions*, New-York, The Population Council, Research Division Working Papers 72.
- Menken, J. (ed.). 1986. *World population and U.S. Policy: the choices ahead*, New York, Norton.
- Moore, W. 1945. *Economic demography of Eastern and Southern Europe*, Geneva, League of Nations.
- National Academy of Sciences. 1971. *Rapid population growth: consequences and policy implications*, 2 volumes, Baltimore, Johns Hopkins University Press for the N.A.S.
- National Research Council. 1986. *Population growth and economic development: policy questions*, Working Group on Population Growth and economic Development, Committee on Population, Washington, National Academy Press.
- Nelson, R.R. 1956. «A theory of low level equilibrium trap in underdeveloped countries», *American Economic Review*, vol. 46, n° 5.
- Nelson, R.R. 1960. «Growth models and the escape from the low-level equilibrium trap: the case of Japan», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 8, n° 4.
- Nerlove, M., Razin, A., Sadka, E. 1987. *Household and economics: welfare economics of endogenous fertility*, Orlando, Academic Press.
- Nortman, D.L. 1985. *Population and family planning programs: a compendium of data through 1983*, New York, The Population Council.
- Notenstein, F. 1945. «Population: the long view» in Schultz, T.W. (ed.). *Food for the World*, Chicago, University of Chicago Press.
- Nurske, R. 1968. *Les problèmes de la formation de capital dans les pays sous-développés*, 1952, Ed. française, Paris, Cujas.
- Piotrow, P. 1973. *World population crisis: The United States response*, New York, Praeger.
- Razin, A., Sadka, E. 1995. *Population economics*, Cambridge Mass., The MIT Press.
- Sanderson, W.C. 1980. *Economic-demographic simulation models: a review of their usefulness for policy analysis*, Laxenberg, Institute for Applied System Analysis.
- Schultz, T.P. 1987. «School expenditures and enrollments, 1960-80: the effects of income, prices, and population growth», in Johnson, G.D., Lee, R.D. *Population Growth and Economic Development: Issues and Evidence*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Srinivasan, T. 1988. «Fertility and old-age security in an overlapping generations model», *Journal of Quantitative Economics*, vol. 4, n° 1.
- Stix, R.K., Notenstein, F.W. 1940. *Controlled fertility: an evaluation of clinic service*, Baltimore, Williams and Wilkins.
- Tabah, L. (ed.) 1975. *Population growth and economic development*, IUSSP, Ordina Editions.
- Thompson, W. 1946. *Population and peace in the Pacific*, Chicago, Chicago University Press.
- United Nations. 1993. *Population growth and economic development*, Report on the Consultative Meeting of Economists Convened by the United Nations Population Fund, 28-29 September 1992, New York, UNFPA.
- United Nations. 1994. *Draft Final Document of the Conference*, Preparatory Committee for the International Conference on Population and Development, New York, United Nations.
- United States of America. 1984. «US policy statement for the International Conference on Population», *Population and Development Review*, vol. 10, n°3.
- Wilmoth, J., Ball, P. 1992. «The population debate in american popular magazines, 1946-90», *Population and Development Review*, vol. 18, n° 4.
- World Bank. 1985. *World Development Report 1984*, Washington, World Bank, John Hopkins Univ. Press.